

LIBERTÉ ET DÉMOCRATIE POUR LES PEUPLES D'UKRAINE !

page*2:
Editions Page deux

EDITIONS
SYLÉPSE



Les Cahiers de l'antidote

Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.

Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N° 2, 10 MARS 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES - 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0053-9

Illustrations: DR; p. 6: d'après une image de L'Atelier au fond à gauche, 2021.

TABLE DES MATIÈRES

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ
POUR LE DROIT À L'AUTODÉFENSE PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES
7

PAROLES DU MOUVEMENT SOCIAL

RUSSIE
« J'AI ÉTÉ ARRÊTÉE LORS D'UNE MANIFESTATION ANTIGUERRE À SAINT-PÉTERSBOURG »
VALENTINA PAVLOVA
11

INTERNATIONAL
ANONYMOUS AGAINST RUSSIA
13

BIÉLORUSSIE
DES CYBERPARTISANS PERTURBENT LE TRANSPORT DES TROUPES RUSSES
14

UKRAINE
« NE PAS SOMBRER DANS LA FOLIE »
15

RUSSIE
BLOUSES BLANCHES RUSSES AVEC L'UKRAINE
16

ISRAËL
LETTRE OUVERTE AU MOUVEMENT ANTIGUERRE RUSSE
17

NOUVELLE-ZÉLANDE
LES DOCKERS NÉO-ZÉLANDAIS SOLIDAIRES AVEC L'UKRAINE
17

FRANCE
NON À LA GUERRE: RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES RUSSES, SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN
DÉCLARATION INTERSYNDICALE: CGT, FSU, SOLIDAIRES
18

RUSSIE
LES TRAVAILLEURS RUSSES DE LA CULTURE CONTRE LA GUERRE AVEC L'UKRAINE
19

CATALOGNE
MANIFESTE DE LA PLATE-FORME « ARRÊTONS LA GUERRE »
20

FRANCE
NON À LA GUERRE EN UKRAINE, NON À L'OTAN
FEMMES ÉGALITÉ
22

ROUMANIE
LES SYNDICATS FACE À LA CRISE HUMANITAIRE
RADU STOCHITA
23

RÉFLEXIONS ET POSITIONS

LE RÉGIME DE POUTINE SE DÉBAT DANS SES PROPRES CONTRADICTIONS
UN ENTRETIEN AVEC ILYA MATVEEV
31

« L'ARMÉE RUSSE EST UN TIGRE DE PAPIER ET LE PAPIER EST MAINTENANT EN FEU »
PATRICK SILBERSTEIN

39
L'IMPÉRIALISME RUSSE: DU TSAR À POUTINE
ZBIGNIEW KOWALEWSKI
42

POURQUOI L'UKRAINE EST UNE CAUSE SYRIENNE
YASSIN AL-HAJ SALEH
50

SE PLAINDRE DES ÉTATS-UNIS NE SUFFIT PAS. À LA GAUCHE OCCIDENTALE: SUR VOS ERREURS ET LES NÔTRES
VOLODYMYR ARTIUKH
52

DOUZE QUESTIONS SUR LA GUERRE EN UKRAINE
CGT: ESPACE INTERNATIONAL

54
L'AGRESSION DE POUTINE ET LA MENACE D'UNE CATASTROPHE ENVIRONNEMENTALE EN EUROPE
PAVLO LODYN

56
SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IRAKIEN ET SES ORGANISATIONS SYNDICALES
CONTRE LA GUERRE MENÉE PAR UN RÉGIME AUTORITAIRE
GLOBAL LABOR INTERNATIONAL
58

LA GAUCHE FACE À L'INVASION DE L'UKRAINE: TENIR FERME LA BARRE
RAÚL ZIBECHI

60
LE POUVOIR RUSSE SE PRÉPARE À COMBATTRE JUSQU'AU DERNIER SOLDAT
MOUVEMENT SOCIALISTE DE RUSSIE

63
« LE PACIFISME N'EST PAS UNE OPTION »
ENTRETIEN D'ÉTIENNE BALIBAR AVEC MATHIEU DEJEAN

64

MOBILISATION MONDIALE CONTRE LA GUERRE

70

Général, votre char est un véhicule puissant
Il défonce les forêts et écrase une centaine d'hommes.
Mais il a un défaut :
Il a besoin d'un conducteur.
Général, votre bombardier est puissant.
Il vole plus vite qu'une tempête et transporte plus qu'un éléphant.
Mais il a un défaut :
Il a besoin d'un mécanicien.
Général, l'homme est très utile.
Il peut voler et il peut tuer.
Mais il a un défaut :
Il peut penser.

General, dein tank ist ein starker wagen ;
Er bricht einen Wald nieder und zermalmt hundert Menschen.
Aber er hat einen Fehler :
Er braucht einen Fahrer.
General, dein Bombenflugzeug ist stark.
Es fliegt schneller als ein Sturm und trägt mehr als ein Elefant.
Aber es hat einen Fehler :
Es braucht einen Monteur.
General, der Mensch ist sehr brauchbar.
Er kann fliegen, und er kann töten.
Aber er hat einen Fehler :
Er kann denken.

Генерал, твой танк – мощная машина.
Он крушит лес и перемалывает сотни людей.
У него один недостаток:
Ему нужен шофёр.
Генерал, твой бомбардировщик силён.
Он летает быстрее бури, берёт груз крупней, чем слон.
У него один недостаток:
Ему нужен монтер.
Генерал, человек очень важен.
Он может летать и убивать.
Но у него один недостаток:
Он умеет рассуждать

Bertolt Brecht

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et de Biélorussie glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».



AVANT-PROPOS

POUR LE DROIT À L'AUTODÉFENSE PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

Le martyre des peuples d'Ukraine, sous le feu de l'agresseur russe, prend de jour en jour un tour de plus en plus tragique. De nombreuses villes sont encerclées et soumises à des bombardements intenses. Le décompte des victimes est impossible. Mais on sait que leur nombre est considérable.

Cependant, face à la mâchoire de fer de Poutine, c'est la résistance héroïque d'une nation qui s'est dressée. Toute la société ukrainienne s'est levée pour faire échec aux visées expansionnistes de Poutine. Tout d'abord militairement, en organisant une combinaison opérationnelle entre l'armée régulière et une levée en masse, citoyenne, dans une force de défense territoriale et sous de multiples formes, mobilisation qui oppose un indomptable front de résistance auquel Poutine ne s'attendait pas.

Donner tous les moyens à cette résistance est une nécessité!

Il est désormais de notre responsabilité collective de soutenir par tous les moyens cette autodéfense populaire. Dans le respect de son indépendance et de son libre arbitre à riposter à la guerre comme elle l'entend.

La mobilisation de la société ukrainienne est l'expression de sa détermination. Par exemple, à l'initiative des travailleu·euses, la reconversion de la production de nombreuses entreprises pour soutenir l'effort de guerre a été organisée. Une usine de métallurgie fabrique ainsi des barrages antichars : « On a eu juste besoin d'une journée, l'ingénieur nous a

dessiné le prototype et on l'a mis en production », explique un ouvrier. Ailleurs, c'est une brasserie disposant d'un stock de bouteilles qui s'est reconvertie en usine de fabrication de cocktails Molotov. Ce sont aussi des cyberpartisan·es qui piratent les sites de l'envahisseur ou encore qui organisent la mise à l'abri des œuvres d'art des musées ukrainiens. On pourrait multiplier les exemples. Enfin, dans les territoires occupés par l'armée russe, la résistance se prolonge sous de multiples formes. À Kherson, ville martyre, ville occupée, on a vu des milliers de personnes s'opposer, les mains nues, malgré les tirs, à la présence des militaires russes. Depuis, elles ont osé manifester dans la rue, face aux soldats russes.

La résistance, c'est aussi le dédain des Ukrainien·nes devant les distributions alimentaires organisées par l'occupant. Une dignité qui n'est pas sans nous faire penser à *Le Silence de la mer*, publié par Vercors en 1942.

La solidarité internationale avec le peuple ukrainien est vitale. La résistance ukrainienne donne incontestablement du courage aux opposant·es russes et biélorusses à la guerre qui manifestent contre la sanglante aventure militaire, malgré la répression féroce.

De nombreuses manifestations de soutien avec les peuples d'Ukraine ont eu lieu sur la planète. De Tokyo à Los Angeles en passant par Yangon, en Birmanie, où les peuples birmans sont en lutte contre une junte militaire soutenue par la Russie. En Chine même, des voix se sont élevées.

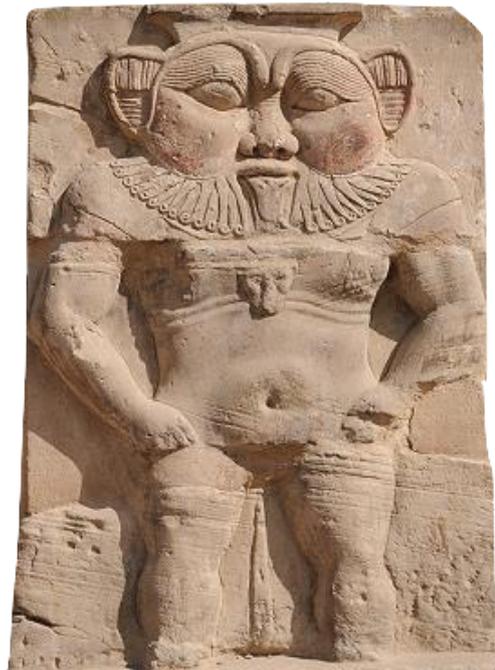
Le mouvement syndical international n'est pas en reste. Outre son soutien politique et matériel (collectes, convois...) aux peuples d'Ukraine, c'est aussi aux syndicats ukrainiens qu'il apporte sa solidarité. L'action des dockers néo-zélandais dont nous nous faisons l'écho dans cet ouvrage en est un témoignage.

Enfin, l'Europe de 447 millions d'habitants doit accueillir les réfugié·es de guerre à bras ouvert, sans discrimination. Rappelons que le Liban de quelque 7 millions d'habitants a accueilli 1,5 million de réfugié·es syrien·es.

Avec ce deuxième volume de *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine* nous poursuivons notre modeste contribution. Donner la parole à ceux et à celles qui, en Ukraine, en Russie, en Biélorussie et ailleurs, s'opposent à la guerre. Proposer des clés de compréhension du conflit. Soutenir la résistance ukrainienne.

10 MARS 2022

Brigades éditoriales de solidarité (BES)¹



1. Dans l'Égypte ancienne, Bes était un dieu bienfaisant qui, par son aspect, faisait peur aux mauvais esprits.

PAROLES DU MOUVEMENT SOCIAL



РАБКОР
интернет-журнал

89

Статья недоступна

85

Забастовки и митинги рабочих в Казахстане

157

Дайджест новостей на 3 марта

337

Дайджест новостей на 27 февраля

Статья недоступна

Сәтіндік +1

Тайпнуть

CENSORED

Из-за фактического введения цензуры мы вынуждены сделать данный материал недоступным для читателя. Мы не меняем своих позиций и будем продолжать работу. Мы убеждены, что очень скоро придет время, когда правда восторжествует.

ПОДДЕРЖАТЬ РАБКОР.РУ

Сәтіндік +1

Тайпнуть

5-3-2022 Суббота 116

«En raison de l'instauration effective de la censure, nous sommes obligés de rendre ce matériel inaccessible au lecteur. Nous ne changeons pas nos positions et continuerons à travailler. Nous sommes convaincus que le moment viendra très bientôt où la vérité l'emportera.»

RUSSIE

« J'AI ÉTÉ ARRÊTÉE LORS D'UNE MANIFESTATION ANTIGUERRE À SAINT-PÉTERSBOURG »

VALENTINA PAVLOVA

J'ai pris part aux manifestations contre la guerre en Ukraine à Saint-Petersbourg jeudi [24 février] – le premier jour de la déclaration de guerre – et dimanche. Le premier jour, des ami.es et des camarades ont publié des messages sur Facebook dans l'intention de se rassembler dans les rues. Nous nous sommes donc réuni.es avec des camarades militants du Mouvement socialiste russe près de la station de métro Gostiny-Dvor, où la manifestation était spontanée et désorganisée. Dès le début, des détachements de police et des fourgons de police nous attendaient. Les autorités surveillaient probablement tous les réseaux sociaux, ce qui leur permet de prendre de telles mesures préventives.

Devant la station de métro, les personnes désorientées étaient déjà encerclées par la police et les unités anti-émeutes. Les gens ne savaient pas quoi faire ni comment exprimer leur position contre la guerre en Ukraine. Parmi les participant.es à cette initiative, il y avait des personnes de tous âges, mais pratiquement aucune affiche ni aucun symbole ; la composition des participants à l'action m'a semblé similaire à celle des rassemblements contre l'emprisonnement d'Alexei Navalny.

Après vingt minutes de présence – et après que la police a diffusé des messages pour disperser la foule – les timides cris de « Pas de guerre » et « Poutine

est un tueur » ont enfin été lancés. Ils ont commencé à arrêter des gens presque immédiatement ; juste en face de moi, ils ont arrêté une femme âgée avec une affiche « Pas de guerre ». Peu à peu, le nombre de personnes présentes a augmenté et les slogans pour l'arrêt de la guerre sont devenus plus fermes et criés plus fort, puis l'OMON [Otryad Mobil'nyy Osobogo Naznacheniya, unité mobile à usage spécial ; l'équivalent russe du SWAT américain] et les unités de police ont commencé à arrêter les gens et à nettoyer la zone. Entre-temps, j'ai réussi à donner deux interviews à des journalistes ; après la deuxième, ils m'ont arrêtée. Je n'ai pas opposé de résistance et l'arrestation s'est déroulée dans le calme ; on m'a poussée dans un fourgon de police déjà plein.

DIX-HUIT HEURES DÉTENU·ES ET... ORGANISÉ·ES

L'ambiance était combative et résolue dans le fourgon. Les gens se sont rapidement organisés, ont distribué des tracts pour *OVD-Info* (un projet médiatique indépendant sur les droits humains qui se consacre à la lutte contre les persécutions en Russie), et ont composé les numéros du service d'assistance aux personnes détenues lors des rassemblements. Au bout de quinze minutes, le fourgon de police s'est rendu au 16^e commissariat de police, où nous avons été détenu.es pendant environ dix-huit heures. Des conversations au commissariat, j'ai compris que les

32 personnes détenues avec moi n'étaient pas là par hasard – elles étaient toutes radicalement opposées à la politique agressive de Vladimir Poutine envers l'Ukraine.

Dans le commissariat, nous nous sommes rapidement organisés, et à peine quinze minutes après notre arrivée, les avocats de l'Apologia Protesta (Défense des protestations) étaient déjà au courant de notre détention. Nous avons formé notre propre groupe de discussion pour les détenus du 16^e commissariat, où nous avons rapidement pris des décisions et consulté les avocats.

Des bénévoles et des proches des détenus nous ont apporté environ cinq colis au total, ce qui nous a beaucoup soutenus et aidés. Après plusieurs heures passées au commissariat, la police a commencé à nous appeler pour vérifier les documents et entamer leurs procédures. À peu près au même moment, nos avocats sont arrivés mais n'ont pas été autorisés à entrer dans le commissariat, ce qui est pourtant contraire à la Constitution de la Fédération de Russie sur le droit à la défense juridique. Au bout d'un certain temps, des officiers chargés des interrogatoires ont commencé à nous appeler un par un, cherchant des preuves et exigeant que nous signions les protocoles de détention sans avocats. Les avocats nous ont conseillés à l'avance dans un *chat* que nous ne devions en aucun cas accepter cela.

La dernière chose dont je me souviens avant d'être transférée dans la cellule de détention est qu'un avocat a essayé de nous parler à travers la fenêtre. Ensuite, j'ai été appelée par le policier, et après avoir refusé de signer le procès-verbal, j'ai été placée dans un centre de détention spécial. J'y ai passé toute la nuit jusqu'à ce qu'on nous emmène au tribunal. Pendant toute la nuit, nous n'avons pas réussi à dormir dans la cellule. Les conditions étaient horribles, les détenus

politiques que nous étions n'étaient pas autorisés à manger et on ne leur donnait pas de couvertures (les bancs étaient très durs et il faisait très froid dans la cellule). Ce n'est qu'une fois de temps en temps que je pouvais m'assoupir pendant quelques minutes.

Dès le matin, on nous a emmenés au tribunal, où on nous a attribué un surveillant qui était censé nous accompagner partout dans le bâtiment du tribunal. La police tentait de nous persuader de refuser les avocats, arguant qu'elle nous laisserait partir le jour même. La plupart d'entre nous ont été emmenés par la police alors que nous étions encore dans nos cellules. Au tribunal, de midi à 21 heures, je me sentais relativement bien, mais après j'ai commencé à perdre connaissance. Sans attendre mon avocat, j'ai plaidé coupable et j'ai été condamnée à une amende.

LIBÉRÉE ET DE RETOUR DANS LA RUE

Le deuxième jour des protestations, je n'ai pas pu me rendre à la manifestation en raison de mon mauvais état de santé. Mais c'est ce jour-là que les gens ont commencé à s'auto-organiser sur Telegram et Facebook, et que de multiples groupes indépendants et autonomes ont commencé à apparaître sur les réseaux sociaux, où les gens coordonnaient leurs actions. L'auto-organisation est une caractéristique des protestations contre la guerre en Ukraine, qui n'ont pas de centre politique unique. Lors des rassemblements passés, cette fonction était assumée par le quartier général d'Alexeï Navalny; aujourd'hui, elle repose de plus en plus sur l'initiative et l'auto-organisation de petits groupes. Je me souviens particulièrement du deuxième jour des manifestations, marqué par des actions surréalistes des forces de l'ordre: des personnes ont été embarquées dans des fourgons de police au son de la musique du groupe Lyube, le groupe préféré de Vladimir Poutine, et de l'hymne

de la Fédération de Russie. Comme l'a dit un de mes amis, même un dramaturge comme Vladimir Sorokin n'aurait pas pu inventer une telle chose.

Le troisième jour des protestations a été le plus fort. À ce moment-là, le groupe «Pétersbourg contre la guerre» était apparu sur Telegram, grâce auquel les manifestant.es étaient averti.es des arrestations et de l'endroit où se trouvaient la Garde nationale et la police. Les manifestant.es ont défilé dans un cortège de plusieurs milliers de personnes dans le centre de Saint-Pétersbourg jusqu'à ce que, vers le milieu du rassemblement, les forces de l'ordre commencent à casser le cortège principal en plusieurs parties et à arrêter les manifestants.

Ce jour-là, les conditions de détention étaient déjà assez dures: la police était particulièrement impitoyable, ne s'interdisant pas de briser des membres des manifestants. Le lundi 28 février, les gens étaient également appelés à se rendre à des rassemblements, et l'organisation Vesna («Printemps», une association de jeunes militants unis par les valeurs démocratiques) avait pris en charge les fonctions d'organisation des rassemblements. Le dimanche soir, le tribunal a ordonné l'arrestation administrative du coordinateur fédéral du mouvement Vesna, Bohdan Litvin. Litvin a été envoyé dans un centre de détention pour vingt-cinq jours pour avoir posté un message sur VKontakte appelant à un rassemblement contre les actions des troupes russes en Ukraine le 25 février.

SOLIDARITÉ

Mes connaissances et mes ami.es m'ont dit que leurs comptes de médias sociaux avaient été espionnés pour y trouver des déclarations extrémistes. À ce moment, la police passait au crible les réseaux sociaux des militants, leurs lieux de travail et d'études, ainsi que leurs comptes bancaires.

INTERNATIONAL

ANONYMOUS AGAINST RUSSIA

Le collectif de hackers Anonymous revendique plusieurs cyberattaques ayant bloqué des sites internet du gouvernement russe et des organes d'information soutenus par l'État.

Plusieurs médias russes de premier plan semblent avoir été touchés simultanément, notamment les agences de presse publiques TASS et RIA Novosti et le journal *Kommersant*.

Leurs pages d'accueil ont affiché temporairement un message s'opposant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a rapporté l'agence de presse AFP. «Chers citoyens, nous vous exhortons à arrêter cette folie, n'envoyez pas vos fils et vos maris à une mort certaine. Poutine nous fait mentir et nous met en danger», indiquait le message écrit en russe. «Nous avons été isolés du monde entier, le pétrole et le gaz ne se négocient plus. Dans quelques années, nous vivrons comme en Corée du Nord», était-il ajouté.

28 FÉVRIER 2022

Des organisations à but non lucratif contribuent à informer les mères de soldats (on peut trouver du matériel sur le site <https://soldiersmothers.ru/>), qui a été un espace traditionnel de protestation dans les guerres passées, de l'Afghanistan à la Tchétchénie par exemple. Ce site informe sur les droits des conscrits, sur les moyens de résister efficacement à la conscription et sur la manière dont les soldats peuvent résister aux ordres de leurs supérieurs. Malheureusement, les symboles politiques sont interdits en Russie, et lors des manifestations, je n'ai pas vu de pancartes de mères de soldats. Toutefois, des interviews de mères de soldats commencent à apparaître dans les médias; par exemple, un reportage de Meduza sur une de ces femmes de la région de Saratov. Cette femme a déclaré qu'elle ne savait pas si son fils serait envoyé en Ukraine. Selon elle, lui-même ne savait pas où il serait emmené. Il ne l'a appris qu'à son arrivée. Selon les informations ukrainiennes, les soldats russes ont abandonné le système de missiles antiaériens Pantsir dans la région de Kherson et ont déserté.

Parmi mes connaissances, mes ami.es et mes proches, pratiquement tout le monde est au courant de la guerre qui se déroule en Ukraine. À ma grande

consternation, la plupart des personnes qui ont vécu à l'époque soviétique sont apolitiques ou enclines à légitimer d'une manière ou d'une autre les actions de Poutine envers l'Ukraine.

Je tiens à exprimer ma gratitude. Tout d'abord, à Apologia Protesta: les avocates Anastasia Pilipenko, Yana Nepovinnaya et Ekaterina Zharkova. Elles ont enregistré toutes les violations des droits humains commises pendant notre arrestation de trente heures avec un courage incroyable, ont coordonné la communication et nous ont aidés pour les documents.

Ensuite, j'admire l'acharnement et la volonté de ne pas abandonner des militant.es avec lesquels j'ai passé les trente dernières heures. Je n'ai jamais vu une telle solidarité dans toute l'histoire de mon expérience militante, ce qui me donne vraiment l'espoir.

Enfin, les militants du Mouvement socialiste russe et les étudiants et enseignants de l'Université européenne de Saint-Petersbourg m'ont soutenue jusqu'au bout. Je suis donc reconnaissante à mon *alma mater* [mère nourricière] politique et universitaire pour son soutien et ses encouragements.

3 MARS 2022

Publié par *Jacobin*, <https://jacobinmag.com/>

BIÉLORUSSIE

DES CYBERPARTISANS PERTURBENT LE TRANSPORT DES TROUPES RUSSES

Des pirates informatiques ont perturbé certains services ferroviaires de la Biélorussie après s'être introduits dans les systèmes informatiques qui gèrent les trains. L'action de ces cyberpartisans, comme les

hackers militants s'identifient eux-mêmes, aurait été prise dans le but de «ralentir le transfert» des soldats russes vers l'Ukraine. Le but de l'attaque était également de faire gagner du temps afin que les

Ukrainiens résistent mieux à l'assaut de la Russie. Les cyberpartisans ont donc mis le système ferroviaire en mode «contrôle manuel», ce qui a ralenti considérablement le mouvement des trains.

Les cheminots biélorusses auraient refusé de conduire les trains la nuit même de l'action pour raison de sécurité.

En conséquence, les mouvements de train ont été perturbés dans les villes de Minsk, Orsha et dans la ville d'Osipovichi. De plus, de nombreux sites internet liés au réseau ferroviaire biélorusse affichaient

également des messages d'erreur, rendant impossible l'achat de billets.

Un ancien employé de la compagnie des chemins de fer biélorusses, Sergei Voitehowich, a déclaré que les systèmes de contrôle du trafic avaient été rétablis après l'attaque. Cependant, d'autres systèmes ne fonctionnaient pas alors que les sites internet du réseau de trains longue distance étaient en panne.

3 MARS 2022

UKRAINE

« NE PAS SOMBRER DANS LA FOLIE »

SERGUEÏ LOZNITSA

Appel du réalisateur ukrainien pour s'opposer à toute forme de discrimination envers les cinéastes russes.

Le 24 février 2022, alors que les régiments russes venaient juste d'envahir l'Ukraine, le tout premier message que j'ai reçu émanait de mon ami Viktor Kossakovski, metteur en scène russe: «Pardonne-moi. C'est une catastrophe. J'ai tellement honte.» Puis, plus tard dans la journée, [le cinéaste] Andreï Zviaguintsev, très faible encore après une longue maladie, enregistrait le sien en vidéo. De nombreux amis et collègues, cinéastes russes, se sont élevés contre cette guerre insensée. Lorsque j'entends, aujourd'hui, des appels visant à interdire les films russes, ce sont ces personnes qui me viennent à l'esprit, ce sont des gens bien, des gens dignes. Ils sont

tout autant que nous les victimes de cette agression. Ce qui se déroule sous nos yeux en ce moment est affreux, mais je vous demande de ne pas sombrer dans la folie. Il ne faut pas juger les gens sur leurs passeports. On ne peut les juger que sur leurs actes. Un passeport n'est dû qu'au hasard de la naissance, alors qu'un acte est ce qu'accomplit lui-même l'être humain.

1^{ER} MARS 2022

Traduit du russe par Joël Chapron
Publié par *Le Film français*



RUSSIE

BLOUSES BLANCHES RUSSES AVEC L'UKRAINE

LETTRE OUVERTE SIGNÉE PAR DES
PROFESSIONNEL·LES DE SANTÉ RUSSES

Nous, médecins, infirmier·es et paramédicaux russes, nous opposons fermement aux actions militaires menées par les forces armées russes sur le territoire de l'Ukraine. Nous ne cherchons pas de coupables et nous ne jugeons personne. Notre mission est de sauver des vies humaines. Il est difficile d'imaginer une profession plus humaine que celle de médecin. Et maintenant, en cette période difficile pour les deux pays, nous appelons à une cessation immédiate des hostilités et à la résolution de toutes les questions politiques exclusivement par des moyens pacifiques.

Comme toujours, nous ne divisons pas le peuple en amis et en ennemis. Nous avons juré d'aider tout humain, quelle que soit sa nationalité, sa religion ou ses opinions politiques.

Mais aujourd'hui, notre soutien ne suffit pas. La guerre va prendre de nombreuses vies et paralyser tant de destins que nous n'aurons pas le temps d'aider malgré tous les efforts possibles. Chacun hurlera de douleur et criera en appelant sa mère dans la même langue. Tout projectile ou balle, même s'il n'atteint pas sa cible et n'ôte pas la vie à quelqu'un, apporte toujours la peur, la panique et la douleur. Une douleur qui contracte les cœurs. Aujourd'hui, le cœur de tous est serré.

Celui des civils. Celui des soldats. Les mères et les épouses des soldats. Celui des enfants. Personne

ne mérite d'être étreint par cette peur. Personne ne mérite d'être tué ou blessé. Accidentellement ou intentionnellement.

Nos parents, ami·es, patient·es et collègues se trouvent dans les territoires attaqués. Il n'y a pas une seule personne parmi eux qui bénéficiera de l'effusion de sang en cours. Nous ne pouvons pas rester à l'écart de la douleur et de la souffrance, qui augmentent chaque minute.

La vie humaine n'a pas de prix. Il suffit d'un instant pour être tué au combat, alors que le traitement et le rétablissement des victimes peuvent prendre des années. Et pour ces moments de guerre d'aujourd'hui, nous paierons pendant de nombreuses années. Peu importe comment l'utilisation d'armes mortelles est justifiée, elles restent mortelles. Mortelles et causant douleur et souffrance.

C'est pourquoi, en suivant nos serments et en maintenant un traitement humain et égal de toutes les vies, nous demandons une suspension immédiate de toutes les opérations avec l'utilisation d'armes létales.

Selon le *British Medical Journal*, le lundi 28 février, 15 000 professionnel·les de santé de toute la Russie avaient signé cette lettre.

28 FÉVRIER

ISRAËL

LETTRE OUVERTE AU MOUVEMENT ANTIGUERRE RUSSE

Chers amis,

Nous vous écrivons en tant que citoyens d'Israël qui s'opposent à l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza, et qui sont engagés dans la lutte contre la suprématie juive et pour les droits du peuple palestinien. Beaucoup d'entre nous ont de l'expérience dans la résistance à l'occupation par des actions telles que le refus de servir dans l'armée, des témoignages publics concernant ses crimes, des manifestations de rue et des pressions publiques ; et au sein d'organisations de gauche, féministes, antimilitaristes et autres. Comme vous, ces derniers jours, nous avons vu avec consternation et dégoût l'armée russe lancer son invasion criminelle de l'Ukraine, mais outre la ferme résistance du peuple ukrainien, l'activité frappante du mouvement antiguerre en Russie a également été

une grande lumière dans les ténèbres. Sans comparer notre situation à la vôtre – et les différences sont nombreuses – nous nous inspirons de votre résistance. Le courage avec lequel vous agissez prouve que le régime de Poutine n'a pas été en mesure de briser l'esprit de la société russe, qui continue de nourrir un réel espoir d'un retour immédiat des troupes, d'un retour à la table des négociations et d'une solution pacifique. Nous vous souhaitons beaucoup de succès et promettons de faire tout notre possible pour amplifier votre voix dans la sphère publique en Israël et à l'étranger. N'hésitez pas à nous contacter si nous pouvons vous aider.

En solidarité.

3 MARS 2022

Publié par *lefteast*, <https://lefteast.org/>

NOUVELLE-ZÉLANDE

LES DOCKERS NÉO-ZÉLANDAIS SOLIDAIRES AVEC L'UKRAINE

Les deux syndicats représentant les travailleurs des ports néo-zélandais affirment que leurs membres hésitent à faire travailler avec des navires battant pavillon russe dans les ports néo-zélandais et envisagent des protestations après le déclenchement de la

guerre. Les deux syndicats néo-zélandais sont affiliés à la Fédération internationale des ouvriers du transport, qui a appelé à un cessez-le-feu immédiat des hostilités, le retour du conflit au niveau diplomatique et au respect des droits humains internationaux et du

droit humanitaire, à la suite de l'escalade militaire en Ukraine.

Le secrétaire général du Syndicat des transports ferroviaires et maritimes, Wayne Butson, a déclaré que les travailleurs pouvaient remettre des lettres de protestation au capitaine de tout navire battant pavillon russe dans les ports néo-zélandais.

Il a ajouté qu'il est important de noter que toute protestation n'était pas contre les équipages russes, mais contre les décisions d'agression des dirigeants.

Le secrétaire national de l'Union maritime de Nouvelle-Zélande, Craig Harrison, a déclaré que de nombreux équipages russes et ukrainiens travaillaient dans les eaux néo-zélandaises, car les deux pays avaient de grandes industries maritimes.

L'Union maritime s'est occupée de l'exploitation et des mauvais traitements des équipages et a aidé au rapatriement des membres d'équipage des deux pays.

Il a précisé qu'il n'y a pas un grand nombre de navires battant pavillon russe dans les ports néo-zélandais, mais qu'il y en a, y compris de grands chalutiers-usines de poisson dans des ports tels que Lyttelton.

De nombreux navires battant «pavillon de complaisance» ont des équipages russes et ukrainiens. Il y aura probablement des problèmes pour les membres d'équipage qui souhaitent être rapatriés dans leur pays d'origine, a-t-il conclu.

1^{ER} MARS 2022

Publié par [Maritime Union of New Zealand](#)

FRANCE

NON À LA GUERRE: RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES RUSSES, SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN

DÉCLARATION INTERSYNDICALE: CGT, FSU, SOLIDAIRES

Nos organisations, CGT, FSU et Solidaires, condamnent l'invasion de l'Ukraine par les armées russes, en violation de la souveraineté ukrainienne et de la charte des Nations unies. La responsabilité de la guerre en cours incombe à Vladimir Poutine et à son régime: sa décision fait basculer les relations internationales dans une période instable et dangereuse. Une paix durable en Europe de l'Est passe par un retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien

et le retour à la diplomatie afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples.

Depuis le 24 février, les bombardements et les combats ont déjà fait plusieurs centaines de victimes civiles, dont plus d'une dizaine d'enfants et des milliers de blessé-es. Les civils deviennent des cibles de guerre. Dans ce contexte alarmant, nos organisations affirment leur solidarité:

- avec le peuple ukrainien qui résiste courageusement à l'agression, et en particulier avec les travailleurs et travailleuses et les organisations syndicales ukrainiennes;

■ avec les réfugié·es qui par centaines de milliers fuient le conflit. Les frontières européennes doivent être ouvertes et l'assistance garantie pour l'ensemble des réfugié·es, quelle que soit leur nationalité ou leur couleur de peau ;

■ avec celles et ceux qui en Russie et en Biélorussie s'opposent courageusement à la guerre, bravant la répression politique.

Nos organisations rappellent leur opposition à toute escalade militaire dont les conséquences, imprévisibles, peuvent conduire à un engrenage et à une confrontation des impérialismes au détriment des peuples. La voie vers une paix à long terme passe par

la diplomatie, un désarmement négocié, le financement de plans pour la justice sociale et climatique qui devrait être la priorité des États plutôt que la relance des budgets militaires ou l'élargissement de l'OTAN.

Sur ces bases, nos organisations, CGT, FSU et Solidaires, appellent à participer aux manifestations pour la paix qui auront lieu partout en France [...].

Dans l'immédiat, nos organisations disent aussi leur disponibilité à organiser, de façon intersyndicale, des opérations de solidarité concrète à destination des populations touchées par le conflit.

3MARS 2022

RUSSIE

LES TRAVAILLEURS RUSSES DE LA CULTURE CONTRE LA GUERRE AVEC L'UKRAINE

Nous, artistes, conservateurs, architectes, critiques, critiques d'art, directeurs artistiques – représentants de la culture et de l'art de la Fédération de Russie – avons initié et signé cette lettre ouverte, que nous considérons comme insuffisante, mais comme une action indispensable sur le chemin de la paix entre la Russie et l'Ukraine.

Le 24 février 2022, la Fédération de Russie a commencé une offensive soudaine, agressive et ouverte sur tout le territoire de l'Ukraine. Le prétexte en était «la défense des habitants de DNR (République populaire du Donetsk) et LNR (République populaire de Lougansk)», mais les actions militaires sont menées sur tout le territoire de l'Ukraine et dans les villes importantes : Kiev, Lviv, Kharkiv, Odessa et

d'autres. Parmi les habitants de ces villes nous avons beaucoup de parents, d'amis, de connaissances et de collègues. Nous exigeons l'arrêt de cette guerre qui dure depuis 2014 avec l'Ukraine, État souverain et indépendant, et le début de négociations avec elle dans des conditions respectueuses et justes.

La guerre en Ukraine est une tragédie effroyable aussi bien pour les Ukrainiens que pour les Russes. Elle entraîne d'énormes pertes humaines, elle met en péril économie et sécurité et mène notre pays à un complet isolement international. En même temps, elle est complètement insensée – contraindre à la paix au moyen de la force est absurde. Le prétexte sous lequel a eu lieu le déploiement de l'«opération spéciale» a été dans son intégralité construit par les

représentants du pouvoir russe, et nous nous élevons contre le fait que cette guerre est menée en notre nom.

Aujourd'hui, en premier lieu, c'est le sort des Ukrainiens qui nous préoccupe, leur vie et leur sécurité!

Cependant, au nom de notre communauté, il est important pour nous de dire que l'escalade à venir de la guerre aura des conséquences irrémédiables pour les travailleurs de l'art et de la culture. Cela nous ôte les dernières possibilités de travailler pleinement, de nous exprimer, de créer des projets, de populariser et de développer la culture, cela oblitère le futur. Tout ce qui a été fait sur le plan culturel ces trente dernières années se retrouve attaqué aujourd'hui: tous les liens internationaux seront rompus, les institutions culturelles privées ou publiques seront gelées,

les rapports de partenariat avec les autres pays seront rompus. Tout cela détruit l'économie par ailleurs fragile de la culture russe et diminue notablement son importance aussi bien pour la société russe que pour la société mondiale dans son ensemble. S'occuper de culture et d'art dans de telles conditions sera pratiquement impossible.

Nous, artistes, conservateurs, architectes, critiques, critiques d'art, directeurs artistiques – représentants de la culture et de l'art de la Fédération de Russie, nous exprimons notre totale solidarité avec les habitants d'Ukraine et disons «NON!» résolument à la guerre. Nous exigeons l'arrêt immédiat de toutes les actions militaires, le retrait des forces russes du territoire de l'Ukraine, et la mise en route des négociations de paix.

CATALOGNE

MANIFESTE DE LA PLATE-FORME « ARRÊTONS LA GUERRE »

Signé par plus de 400 associations, partis et syndicats, dont des associations catalanistes, locales et municipales, de femmes et LGBT, de quartier, environnementales et écologistes, chrétiennes, dont: ANC, Ómnium Cultural, CDR, CUP, ERC (Gauche républicaine), Esquerra unida de Catalunya, Junts & Catalunya, CCOO Catalunya, Intersindical, UGT Catalunya et Jeunes de l'UGT...

Nous devons encore une fois dire non à la guerre. L'agression actuelle du gouvernement russe contre

la population ukrainienne, fruit des tensions accumulées depuis huit ans, a des conséquences sur la vie de dizaines de millions de personnes et pousse l'humanité tout entière vers le désastre.

Face à cette agression, les associations, mouvements sociaux, partis et syndicats qui lancent ce manifeste, nous nous retrouvons avant tout pour refuser cette agression, manifester notre solidarité avec toutes les victimes de cette guerre, et rejoindre ainsi les cris venus de dizaines de capitales européennes.

Notre solidarité va aux citoyens et citoyennes d'Ukraine et aux victimes de cette guerre et des

autres guerres partout dans le monde. Aux personnes qui ont dû quitter leurs maisons et leurs êtres chers pour fuir vers d'autres pays. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, jusqu'à 5 millions de personnes pourraient être obligées de quitter leurs foyers. Pour elles et pour tant d'autres qui cherchent un refuge partout dans le monde, sans distinction d'origine, nous défendrons la protection et la sécurité : chez nous, c'est chez vous ! Notre soutien va aussi à toutes les personnes courageuses qui manifestent dans les rues de Moscou et d'autres villes de Russie pour protester contre les actions de leur gouvernement, malgré la répression. Des milliers de personnes ont déjà été arrêtées en quelques jours.

Mais au-delà de nos manifestations de solidarité et des déclarations de condamnation, il faut agir pour arrêter la violence. Nous sommes face à la pire des crises écosociales de l'histoire, et les guerres aggravent une telle situation car elles provoquent destructions et plus de pollution, incompatibles avec la vie. Il faut que nos gouvernements agissent pour arrêter l'escalade belliciste avant de tomber dans une guerre dévastatrice. Pendant longtemps, nous avons demandé des actions pour la paix, pour le désarmement, contre les ventes d'armes et pour prévenir une escalade guerrière face aux tensions créées dans l'est de l'Ukraine. Aujourd'hui, alors que le conflit s'est aggravé, nous lançons un appel :

- que les gouvernements de l'Union européenne (UE), dont celui de l'État espagnol, mettent tout en œuvre pour obtenir – par voie de négociation, solidarité économique et propositions de paix – un arrêt total des hostilités et le retrait des troupes ukrainiennes.

- Que la communauté internationale assure et garantisse l'arrivée de l'aide humanitaire et la protection internationale de la population d'Ukraine

UKRAINE

Pas besoin de déclarer au fisc les chars russes ou les équipements capturés

Il n'est pas nécessaire de déclarer les chars et autres équipements russes saisis, car, selon Ukrinform, le NAPC [Autorités anticorruption ukrainiennes] a précisé que « ces merdes ne valent rien ».

« Selon la lettre de la loi, les trophées de combat ne sont pas sujets à déclaration pour les raisons suivantes : ils ont été acquis non pas à la suite d'une transaction, mais dans le cadre de l'agression à grande échelle de la Fédération de Russie le 24 février 2022 contre l'État ukrainien indépendant et souverain dans le prolongement de l'attaque insidieuse de la Russie contre l'Ukraine en 2014.

En raison du courage des défenseurs de l'État ukrainien, l'équipement militaire ennemi vous parvient généralement déjà détruit ou n'est plus en état de fonctionner, ce qui rend impossible son évaluation conformément à la loi ukrainienne. [...] Par conséquent, il est impossible de savoir combien coûtent de tels biens. »

3 MARS 2022

déplacée et réfugiée à la suite de ce conflit. L'UE doit activer immédiatement des voies légales et sûres et le gouvernement espagnol doit se donner les moyens d'organiser un accueil véritable et digne, dans le respect avant tout des femmes et des enfants. Le gouvernement de la Generalitat et les mairies [de Catalogne] doivent donner l'exemple.

La communauté internationale doit mettre tous ses moyens en œuvre pour lancer un véritable processus de dialogue respectant le droit international. L'ONU et l'UE doivent encourager des initiatives pour construire la paix, pour accueillir tous les acteurs des pays impliqués, dont la société civile et surtout les femmes, de façon à œuvrer à une solution négociée. Tout cela suppose d'éviter une augmentation des

budgets militaires qui nous conduirait à une escalade belliciste dévastatrice. Il n'y a pas d'issue militaire possible : il faut refuser le modèle hégémonique mondial de sécurité militaire, et en particulier celui de l'OTAN, il faut traiter les causes structurelles de la guerre et éviter de prendre des mesures qui aggraveraient la souffrance et les tensions du conflit.

Il n'y a pas de chemin vers la paix. La paix est un chemin.

Encore une fois depuis Barcelone et depuis la Catalogne nous crions : non à la guerre !

Vos guerres, nos morts !

Non à la guerre, ni en Ukraine ni ailleurs !

2 MARS 2022

Traduction Mariana Sanchez

FRANCE

NON À LA GUERRE EN UKRAINE, NON À L'OTAN

FEMMES ÉGALITÉ

Nous condamnons fermement l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et exprimons notre solidarité avec les femmes et le peuple ukrainiens.

Ce sont les peuples qui paient les lourds tributs des guerres, ce sont les populations civiles qui subissent les bombardements, les destructions, les pillages des ressources. Ce sont les femmes, les enfants, les hommes du peuple qui vivent dans leur chair les déplacements, les viols, les séparations.

Ce sont les puissances impérialistes qui profitent des guerres, qui avancent leurs pions pour contrôler des territoires, pour renforcer leurs alliances, pour

créer un rapport de force et montrer qui est le plus fort dans le cadre d'une confrontation mondiale entre les puissants.

Ce sont les grands groupes marchands de canons, les multinationales de l'armement, les grands actionnaires qui s'enrichissent.

Aux frontières de l'Ukraine, les troupes russes et ukrainiennes se massent, les armes et les troupes de l'OTAN se renforcent aussi, matériel militaire, parachutistes, soldats arrivent pour accentuer leur présence.

Les discours militaires sont omniprésents, la une partout n'est plus la crise sanitaire mais la guerre, les militaires, les bombardements, les missiles.

Les guerres menées par les puissances impérialistes sont imprégnées de la volonté de domination et de violence contre les peuples.

Les conséquences militaires et économiques de cette escalade ne vont pas se limiter à l'Ukraine, tous les peuples de l'Europe, et nous aussi, le peuple en France, allons subir les répercussions de cette politique de guerre qui est aussi la politique de l'impérialisme français. Le budget militaire est déjà en augmentation, la France est un des principaux exportateurs d'armes, la France fait partie de l'OTAN.

Les guerres, les dépenses militaires ne sont pas une priorité pour les femmes des milieux populaires.

Quand on vit la précarité, quand on vit dans la pauvreté, quand au début du mois, le porte-monnaie est déjà vide, quand on n'arrive plus à se soigner, avec un système de santé de plus en plus privatisé... On n'a rien à gagner avec l'augmentation des dépenses militaires.

Quand les enfants, à l'école, ont de plus en plus de difficultés pour réussir, quand on n'arrive plus à se loger, quand les services publics sont démantelés... On est révoltée par l'utilisation croissante de l'argent public pour la guerre, l'armée et la production militaire.

Quand on aspire à un avenir sûr, un avenir de paix, pour nous-mêmes et nos enfants, quand on aspire à une société basée sur le respect réciproque, et non pas sur les rapports de force, on est indignée par les bombardements qui détruisent les maisons, qui tuent les hommes, les femmes et les enfants, par les discours guerriers omniprésents dans les actualités.

Nous sommes du côté de toutes celles et tous ceux qui élèvent la voix pour dénoncer cette guerre.

Non à la guerre impérialiste. Non à la guerre en Ukraine. Non à l'OTAN

26 FÉVRIER 2022

ROUMANIE

LES SYNDICATS FACE À LA CRISE HUMANITAIRE

RADU STOCHITA¹

L'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine a déjà contraint un million de personnes à fuir le pays. Dans toute l'Europe de l'Est, les syndicats contribuent à l'accueil des réfugiés. Jeudi dernier, à 5 heures du matin, le gouvernement de Vladimir Poutine a donné le feu vert à l'armée russe pour envahir l'Ukraine.

1. Radu Stochita est un militant syndical de Cartel ALFA (confédération syndicale) en Roumanie.

Des centaines de milliers de réfugiés ont commencé à quitter le pays, et des bénévoles les attendaient à la frontière pour les aider à remplir leurs papiers, les nourrir, les transporter et même les loger. Les ONG ont développé des plateformes d'information aidant les réfugiés à comprendre la législation des pays par lesquels ils transitent. Mais les syndicats ont également été impliqués – à la fois en Ukraine même, et dans les pays voisins, où les syndicats sont aux côtés de leurs frères et sœurs.

LE TRAVAIL SOUS LES BOMBES

Olesia Briazgunova est la secrétaire internationale de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU). Elle dormait dans sa maison de Kiev lorsqu'elle a été réveillée par une explosion à proximité. Pendant les trois jours qui ont suivi, elle est restée dans la capitale, ne voulant pas abandonner la ville qu'elle considère comme son foyer depuis quelques années ; elle a déclaré qu'elle préférerait se battre plutôt que de partir. Pourtant, les circonstances dramatiques l'ont rapidement forcée à quitter Kiev, pour se rendre dans un lieu tenu secret, d'où nous avons parlé avec elle ; elle m'a parlé à voix basse au téléphone, les lumières de l'appartement étant éteintes. Olesia a dit qu'elle avait peur que l'armée russe découvre où elle se trouvait, d'autant plus que le KVPU a explicitement condamné l'invasion russe.

Les trois premiers jours, elle ne pouvait pas dormir, mais étouffait ses larmes : elle voulait être forte pour sa mère. Mais après quelques jours, ses sentiments l'ont rattrapée, notamment lorsque sa meilleure amie lui a écrit pour lui dire qu'elle l'aime et qu'elle était prête à mourir. Lors de notre entretien, Olesia a évoqué ses frères et sœurs syndicalistes, en disant que beaucoup d'entre eux ont fui le pays ou sont partis au combat. Ils ont mobilisé des gens partout où ils le pouvaient, dans toute l'Ukraine, aidant les gens à se déplacer et à organiser des bunkers et des centres d'approvisionnement. Ils ont trouvé refuge dans des lieux tenus secrets où ils préparent des colis de provisions pour les personnes qui fuient, mais aussi des équipements de protection pour ceux qui doivent se battre.

Ce n'est pas la première fois que les syndicats doivent s'adapter à une situation de guerre. En 2014, avec le conflit dans le Donbass, le KPVU a également

dû aider tout le monde à fuir. Olesia se souvient que certains des dirigeants syndicalistes locaux ont été kidnappés et que les organisations syndicales étaient interdites dans la partie orientale de l'Ukraine. Maintenant, ils essaient d'aider autant que possible, en dirigeant les gens vers des maisons sûres et en leur offrant de quoi subsister. Mais intervenir sur le terrain est plus difficile que jamais. La situation ne permet plus aux syndicats d'appeler à la paix par des manifestations dans les rues où les syndicats brandissent leurs drapeaux. Selon Olesia :

«Les syndicalistes ont dû rejoindre l'armée, surtout les hommes. Nous avons également des soldats volontaires, comme la défense territoriale, qui restent généralement à des postes pendant toute une nuit pour protéger leurs quartiers et leurs villes. Je pense que c'est une tragédie pour nous. Je pense qu'il est très difficile de prendre les armes, surtout pour des gens qui sont pacifiques et gentils. Ils doivent le faire...»

Lors d'une réunion virtuelle internationale de plus de 180 dirigeants syndicaux d'Europe, les dirigeants syndicaux ukrainiens ont rappelé la crise humanitaire que tous traversent. La vice-présidente du KPVU, Nataliya Levytska, a parlé de sa famille, de la tristesse d'avoir six enfants qui doivent faire l'expérience de la guerre. Elle a déclaré :

«Mon fils a 20 ans, et il n'a pas fui Kiev. Il pense que c'est son devoir. J'ai peur pour lui, je ne peux pas dormir la nuit. Personne ne le peut. Je ne comprends pas pourquoi nos enfants, au lieu d'aller à l'école, doivent courir pour se mettre à l'abri des bombes.»

Les syndicats se sont rapidement mobilisés au niveau international pour venir en aide à la population ukrainienne. La Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération européenne des

syndicats (CES) ont condamné l'invasion, exigeant que toutes les forces russes quittent immédiatement l'Ukraine. La CSI a mis en place un fonds de soutien, et elle encourage les particuliers et les organisations à donner de l'argent afin d'aider les principales confédérations syndicales ukrainiennes (Fédération des syndicats ou FPU, et KVPU) à acheter de la nourriture, de l'eau, des fournitures médicales et des articles d'hygiène. Les syndicats des services publics, la EPSU et le PSI, ont organisé une réunion publique au cours de laquelle les membres des syndicats ukrainiens ont raconté ce que signifie vivre en temps de guerre. Les membres du syndicat ont exprimé de profonds sentiments de tristesse, souhaitant que personne d'autre dans leur famille n'ait à vivre dans des conditions aussi turbulentes.

AIDER LES RÉFUGIÉS

Dans les pays voisins de l'Ukraine, les syndicats ont concentré leur attention sur l'aide aux réfugiés qui transitent par leur pays ou qui demandent l'asile. En Moldavie, au sud-ouest de l'Ukraine, la principale confédération syndicale a proposé d'accueillir les réfugiés dans trois centres de villégiature qu'elle possède dans le pays. Quelques jours plus tard, la confédération a demandé à ses groupes membres de transférer des ressources financières pour aider à accueillir les réfugiés ukrainiens et leur fournir ce dont ils ont besoin : nourriture, logement et argent pour le transport.

De l'autre côté de la frontière, en Roumanie, les syndicats ont condamné la guerre dès l'annonce de l'invasion. Cartel ALFA – l'une des principales confédérations syndicales – a publié de multiples déclarations à cet effet, faisant pression sur son propre gouvernement pour qu'il prenne des mesures

adéquates pour aider les personnes déplacées à cause de la guerre.

Vasile Gogescu, président de la Fédération syndicale des travailleurs du commerce de détail, a déclaré qu'il était en réunion syndicale lorsqu'un message sur WhatsApp a attiré son attention. Quelqu'un près du poste frontière d'Isaccea lui a envoyé un message lui disant qu'un hôtel était disponible pour les personnes entrant en Roumanie, mais qu'ils avaient besoin de nourriture pour ceux qui restaient la nuit. Vasile a interrompu la réunion, demandant à chaque membre présent de voter pour une allocation de ressources, insistant sur le fait qu'ils devaient aider leurs frères et sœurs syndiqués toujours bloqués en Ukraine :

« Nous avons immédiatement voté sur la question et décidé d'allouer 5 000 rons, en envoyant quelqu'un acheter le matériel nécessaire et le livrer à l'hôtel. Nous avons acheté des tonnes de couches, car nous avons été informés que la majorité des personnes traversant les frontières tenaient des bébés dans leurs bras. En tant que Fédération, nous ne pouvions pas aider davantage, étant donné nos maigres ressources, mais nous avons mobilisé nos syndicats pour collecter 10 000 rons supplémentaires (2 000 euros) pour les réfugiés. »

D'autres dirigeants syndicaux se sont empressés d'apporter leur aide, certains à titre individuel, d'autres en incitant leurs membres à ce qu'ils fassent don de nourriture, de vêtements ou même d'argent, qui seront ensuite remis aux personnes transitant par le pays. Florian Marin, président de la Fédération des syndicats libres de Roumanie, a déclaré que le travail des syndicats devait être adapté à la situation de guerre actuelle. Aux côtés de ses membres, il a passé la nuit du 28 février à aider 50 réfugiés ukrainiens livrés à eux-mêmes à l'extérieur de Bucarest. Il a pris contact avec les ONG qui ont apporté leur aide dans

sa région et s'est rendu auprès des réfugiés pour les mettre en lieu sûr.

Marin a expliqué que ces efforts se poursuivront – et qu'il faudra maintenir la collaboration entre les syndicats, les ONG et les autorités locales. Bogdan Hossu, président du syndicat Cartel ALFA, a insisté sur le fait que nous devons nous préparer à une situation encore plus tragique, lorsque des centaines de milliers de réfugiés franchiront quotidiennement nos frontières, et que nous devons les intégrer dans notre société. Dans le nord-ouest du pays, Cartel ALFA a mis en place un fonds de donation, demandant aux membres du syndicat de donner tout ce qu'ils pouvaient et exhortant les gens à faire preuve de solidarité.

Le syndicat des fonctionnaires PUBLISIND a créé une plateforme en ligne avec une collecte de fonds centralisée et transparente. Dès les premiers jours de la crise, ils ont mobilisé des bus jusqu'à la frontière entre la Roumanie et l'Ukraine, transportant les réfugiés vers un refuge organisé pour la nuit, leur offrant des repas chauds et de l'aide pour s'orienter dans les méandres bureaucratiques. Le syndicat des travailleurs pénitentiaires a pris un bus et l'a conduit jusqu'au poste frontière d'Isaccea, attendant des heures et des heures pour être autorisé à traverser et à accueillir des réfugiés. Avec l'aide d'autres syndicats, ils ont collecté de l'eau, de la nourriture et des couvertures, qu'ils ont distribuées aux personnes attendant de traverser la frontière.

MOBILISER LES RESSOURCES

Les syndicats se sont mobilisés dans toute l'Europe pour fournir des ressources et du personnel afin de faire face à la crise humanitaire. Les syndicats hongrois, polonais, slovaques, moldaves et roumains ont tous envoyé des personnes à la frontière, avec des

bus pour transporter autant de réfugiés que possible vers les agences gouvernementales qui les aideront au cours de leur transit ou de leur intégration.

Alors que les syndicats du monde entier se mobilisent pour apporter leur aide, les principaux syndicats ukrainiens, la FPU et la KVPU, rassemblent toutes leurs ressources pour aider les travailleurs déplacés à l'intérieur du pays à trouver un abri et de quoi se nourrir en ces jours difficiles.

La voix d'Olesia tremblait pendant notre conversation téléphonique, me parlant du courage dont ses membres ont fait preuve dans cette guerre – une situation dans laquelle les travailleurs ne sont jamais les gagnants. Elle m'a expliqué qu'ils mobilisent tous les fonds qui leur restent et tout l'argent qu'ils reçoivent de l'étranger pour aider les personnes qui subissent des souffrances dans ce conflit.

Elle a parlé avec fierté de ses frères et sœurs syndicalistes d'Ukraine, mais aussi de l'étranger, en montrant de la gratitude pour tout ce qui a été fait jusqu'à présent, mais aussi en souhaitant un plus grand courage. Elle a parlé des valeurs de solidarité et d'entraide, devenues une réalité vivante en ce moment. Les syndicats ukrainiens ne se battent plus pour obtenir des adhésions, des conventions collectives et des salaires plus élevés; ils se mobilisent pour relever les défis de la guerre.

4 MARS 2022

Publié par *Jacobin*

Traduction Patrick Le Tréhondat

RUSSIE





RÉFLEXIONS ET POSITIONS



LE RÉGIME DE POUTINE SE DÉBAT DANS SES PROPRES CONTRADICTIONS

UN ENTRETIEN AVEC ILYA MATVEEV¹

Rafael Khachaturia: Vous avez noté que les années 2010 ont été une période de stagnation économique pour la Russie. Qu'est-ce qui a changé après la période de croissance inégale mais relative du début des années 2000? Quel est l'état de l'économie russe aujourd'hui, tant au niveau national qu'international?

Ilya Matveev: Dans les années 2000, la Russie était l'une des nations à la croissance économique la plus rapide au monde. En ce sens, elle ressemblait à la Chine. Mais au cours de la décennie suivante, dans les années 2010, les choses ont changé, et la croissance moyenne était plus proche de 1 %. Comment cela s'explique-t-il? Tout d'abord, la croissance économique des années 2000 en Russie était différente de celle de la Chine, par exemple, car il s'agissait essentiellement d'une croissance stimulée par la reprise des années 1990. Il y avait une capacité de production, en termes d'usines laissées par l'Union soviétique, qui avait pratiquement cessé de fonctionner dans les années 1990 en raison d'un effondrement économique complet. Pourtant, il y avait un grand potentiel d'utilisation de toute cette capacité de production, et c'est ce qui s'est passé

dans les années 2000. Les nouveaux propriétaires et les grandes entreprises ont fait des investissements de modernisation et ont utilisé la capacité de production déjà existante.

Mais il y avait une limite à ce processus car, à un moment donné, l'économie russe a commencé à fonctionner à sa capacité maximale. En fait, tout était déjà utilisé, toutes les usines existantes fonctionnaient, mais il est devenu évident que ni les entreprises ni l'État n'investissaient suffisamment pour créer de nouvelles capacités et stimuler le moteur de croissance qui garantirait une sorte de croissance durable à long terme. C'est pourquoi nous avons connu une crise en 2009, comme presque tous les pays du monde, où l'utilisation des capacités de production a chuté; mais ensuite, dans les années qui ont suivi, l'économie russe a de nouveau atteint son utilisation maximale des capacités existantes. Depuis lors, elle est en stagnation, avec une croissance économique de 1 à 2 % dans le meilleur des cas. Les investissements ont été insuffisants au cours de la période faste des années 2000, et les bases d'une nouvelle période de croissance économique n'ont pas été créées au cours de ces années.

Dans le même temps, si nous examinons les autres pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), nous constatons une croissance économique très stable en Chine et en Inde depuis plusieurs décennies, mais au Brésil et en Afrique du Sud, elle n'a pas été bien meilleure qu'en Russie. En ce sens, la Russie n'est pas une grande exception parmi les pays de ce groupe.

1. Ilya Matveev est un chercheur et conférencier basé à Saint-Petersbourg, en Russie. Il est l'un des rédacteurs fondateurs d'Openleft.ru et membre du groupe de recherche Public Sociology Laboratory.

Rafael Khachaturian est maître de conférences à l'université de Pennsylvanie et membre associé du corps enseignant du Brooklyn Institute for Social Research.

Pour en venir à la composition de classe de la société russe d'aujourd'hui, nous savons qu'il y a eu un processus de formation et de réformation des classes à partir des années 1990. Dans votre nouvel article dans le Socialist Register, vous notez un changement dans la composition de classe des manifestations anti-Poutine qui ont eu lieu en 2011-2012 et celles plus récentes, menées par Alexei Navalny. Quelles étaient ces différences, et à quoi ressemble la stratification de classe de la société russe aujourd'hui?

Cette période de succès [économiques] des années 2000 a généré ce qui est essentiellement la nouvelle classe moyenne: des professions libérales urbaines, des cols blancs, des employés dans le secteur privé. C'était le produit de plusieurs années de forte croissance économique, et ces cols blancs se sont concentrés dans les grandes villes, notamment Moscou et Saint-Petersbourg. Ils sont devenus une force sociale importante, mais dans le même temps, l'État a augmenté les salaires des travailleurs du secteur public, comme les enseignants et les médecins, et ils ont formé une sorte de classe moyenne parallèle composée d'employés du secteur public.

Il s'agissait en fait de deux groupes de personnes différents car, par exemple, en termes de disposition à manifester, les travailleurs du secteur public étaient moins prêts à descendre dans la rue que les professionnels du secteur privé et les cols blancs. Ce que nous avons remarqué en analysant les entretiens avec les participants à ces rassemblements sur la place Bolotnaya en 2011-2012, c'est que certaines personnes s'identifiaient à l'intelligentsia - un groupe social qui s'est cristallisé à l'époque soviétique. Mais d'autres personnes s'identifiaient davantage à la classe moyenne, se disant entrepreneurs, hommes d'affaires, etc. Dans le même temps, ces deux groupes de personnes ont eu tendance à converger: les nouvelles

classes moyennes voulaient participer aux manifestations menées par l'intelligentsia éduquée et cultivée, tandis que l'intelligentsia était attirée par les manifestations de personnes ayant réussi matériellement, qui souhaitaient désormais également la liberté politique.

Ce que nous avons conclu en remarquant cela, c'est que les manifestations de Bolotnaya [le 6 mai 2012, à la veille du retour, pour un troisième mandat, de Vladimir Poutine, une manifestation d'opposants avait rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes, place Bolotnaya] sont elles-mêmes devenues un lieu de formation de classe. La formation des classes ne s'est pas produite uniquement dans l'«économie» ou dans «la société», mais dans les manifestations elles-mêmes, notamment en termes de conscience de classe. La classe moyenne en Russie n'était pas seulement le produit de la dynamique économique; elle était aussi le produit des manifestations elles-mêmes, car c'est là que la classe moyenne a commencé à s'identifier comme telle.

Pourtant, dans le même temps, la composition des manifestations et des revendications a quelque peu changé au cours des dix dernières années. Lorsque Navalny est devenu la figure centrale, il a orienté le mouvement dans une direction plus populiste, en attirant davantage de personnes issues de la classe ouvrière et des zones rurales.

En particulier, après que Navalny a publié son enquête vidéo sur Dmitri Medvedev en 2017, nous avons assisté à une vague de protestations beaucoup plus ouvrière, plus ouverte aux slogans populistes - pas seulement sur la liberté politique mais sur une confrontation directe avec la classe dirigeante corrompue et avide. C'est le résultat de la stratégie populiste de Navalny.

Cette dernière vague de protestations, qui a été brutalement écrasée par le régime en janvier 2021,

était également très dispersée au niveau régional. Dans certaines villes de province de Russie, il s'agissait des plus grandes manifestations de leur histoire. Cela aussi est le fruit de la stratégie de Navalny, qui a ouvert des branches régionales de son organisation, lesquelles sont devenues actives dans la politique locale.

En conclusion, le mouvement est devenu plus populiste, plus inclusif, et a formulé davantage de revendications sociales. Lorsque Navalny a présenté sa candidature à l'élection présidentielle de 2018, il a été empêché de participer, mais il a en même temps mis en avant certains slogans sociaux sur l'augmentation du salaire minimum et des attaques des oligarques. En général, les inégalités économiques sont devenues le thème central de sa campagne, et cela a résonné dans de larges couches de la société russe. C'est l'une des raisons pour lesquelles le mouvement s'est élargi.

Bien sûr, Navalny n'est pas un homme politique de gauche. C'est un homme politique populiste et démocrate, dans le sens où il respecte la démocratie libérale et veut la construire en Russie. Mais comme il n'est pas un homme politique véritablement de gauche, le virage rhétorique qu'il a pris est contradictoire.

Vous avez également noté que certaines des solutions proposées par Navalny favoriseraient en fait la libéralisation et la commercialisation de l'économie russe.

Avec la réserve que le mouvement de Navalny a maintenant été pratiquement écrasé – oui, les économistes qui l'ont conseillé avaient une vision assez néolibérale. Bien qu'il émette des critiques très sévères à l'encontre des oligarques et de leur richesse et qu'il ait déclaré que la privatisation en Russie était illégitime, il propose également un impôt unique sur les bénéfices exceptionnels. Pour les oligarques, il

s'agirait d'une somme d'argent forfaitaire destinée à régler la question de la privatisation illégitime [des entreprises], ce qui leur permettrait de s'en sortir. En soi, ce n'est pas une bonne politique, car les usines ont changé de mains à plusieurs reprises depuis la privatisation des années 1990 – on ne sait donc pas qui doit être taxé pour chaque usine.

En outre, ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de cette taxe unique, mais d'un changement du système fiscal existant. Nous avons besoin d'une véritable imposition progressive des bénéficiaires. Navalny s'est montré ambivalent sur cette question, la qualifiant de sujet de discussion et de réflexion. En fait, Poutine lui-même a mis en place une sorte d'impôt progressif en 2020 – ce qui est bien sûr une blague, car l'augmentation du taux d'imposition pour les riches et ceux dont le revenu est supérieur à 5 millions de dollars n'est que de 2 % de plus que le taux d'imposition normal de 13 % pour tous les autres. En réponse, l'un des conseillers économiques de Navalny, Vladimir Milov, a indiqué que Poutine était favorable à une imposition progressive pour expliquer pourquoi ils ne le seraient pas. C'était très révélateur en termes de politique économique et cela mettait en évidence une contradiction entre ce que Navalny préconisait en termes de demandes sociales et sa critique de l'inégalité, et les politiques réelles de ses conseillers.

Quels types de changements les manifestations de la place Bolotnaya ont-elles entraînés dans la structure du système politique et de la coalition Poutine au cours de la décennie suivante? Qui compose le bloc de pouvoir - la coalition des fractions de classe - au centre de l'État russe aujourd'hui?

La Russie ressemble à de nombreux pays du monde en ce sens qu'il existe une classe de milliardaires et que la taille de cette classe a augmenté de façon

spectaculaire au cours des vingt dernières années. Le nombre de milliardaires est passé de quelques personnes à plus de 100 personnes au cours de la seule première décennie des années 2000. C'est le noyau de la coalition que Poutine maintient ensemble. Cette classe de milliardaires s'est sentie à l'aise avec ce régime particulier, car les plus grands propriétaires de biens privés et leur richesse étaient considérés comme illégitimes par la population. Poutine leur a conféré une certaine légitimité et les a défendus contre la société. En ce sens, la situation est similaire à la description du bonapartisme par Karl Marx. Le régime de Louis Bonaparte était un régime autoritaire, comme nous l'appellerions aujourd'hui, mais compatible avec la domination de la bourgeoisie, car celle-ci avait besoin d'un État fort pour survivre, en raison de l'antagonisme de la classe ouvrière. C'était une extraordinaire dictature non-parlementaire, et c'est vrai aussi pour la Russie.

Dans ce cadre, nous pouvons penser que la classe des milliardaires a besoin d'un État fort, et de Poutine personnellement, pour les protéger sur le plan idéologique et organisationnel et garantir les conditions de vingt années supplémentaires d'accumulation de capital. Les milliardaires et les plus grands hommes d'affaires de Russie jouissent toujours d'une position privilégiée dans la prise de décision, et ils reçoivent de nombreux avantages et subventions de l'État.

Il existe une relation très chaleureuse entre les élites politiques et les élites économiques, mais en même temps, à partir de 2014, cette situation a progressivement commencé à changer. La confrontation accrue avec l'Occident ne profite pas aux milliardaires, principalement parce qu'ils font partie d'une classe capitaliste transnationale plutôt que de la simple bourgeoisie nationale. Cela signifie qu'ils ont besoin d'une intégration dense dans l'économie

mondiale, mais cette confrontation politique et géopolitique empêche cette intégration. Elle s'exprime principalement par leur incapacité à emprunter de l'argent sur les marchés financiers mondiaux; pendant ce temps, les entreprises russes sont fortement dépendantes, en fait, des emprunts à l'étranger pour fonctionner.

Le niveau d'endettement des entreprises a continuellement augmenté jusqu'en 2014, avant de diminuer. Cela signifie que la classe capitaliste russe a dû se réorienter vers un régime d'accumulation plus orienté vers le marché intérieur, et cela a été très douloureux pour elle. Cela menace leurs positions, et c'est la raison de la tension potentielle au sommet, parmi les élites de la coalition de la classe dirigeante. Il existe un potentiel de contradiction croissant entre les oligarques et l'establishment de la sécurité nationale, qui souhaite étendre son influence en «sécurisant» tout contre l'influence occidentale: la culture nationale, l'économie nationale, etc. Plus l'establishment de la sécurité nationale agit dans ce sens, plus il a d'influence.

Dans le même temps, cette tension entre la classe oligarchique transnationale et l'establishment de la sécurité nationale ne s'exprime pas politiquement, car la première n'a aucun moyen indépendant d'exprimer son désaccord politique ou d'influencer directement la politique. C'est un régime bonapartiste où la bourgeoisie est privée de pouvoir et où l'État agit dans l'intérêt des milliardaires.

Cette contradiction n'existait pas avant 2014, puisque cette forme de gouvernement de tutelle était totalement compatible avec les intérêts de la classe dirigeante. Mais après 2014, les décisions de politique étrangère ont commencé à aller à l'encontre des intérêts des grandes entreprises. Même encore, il ne faut pas exagérer cette tension, car ces

dernières obtiennent tellement d'avantages différents du régime qu'elles se sentent tout à fait à l'aise avec cette situation. Le gouvernement les a assez bien soutenus pour leurs problèmes, par des subventions, des sources de revenus supplémentaires pour compenser les sanctions occidentales, et ainsi de suite.

Dans quelle mesure le régime s'est-il appuyé sur les succès de la politique étrangère, notamment l'invasion de la Crimée, comme moyen de légitimation interne pour compenser le manque de soutien populaire en ce qui concerne la corruption, les inégalités et le ralentissement de la croissance économique du pays?

Il existe un point de vue populaire selon lequel les décisions de politique étrangère en Russie sont motivées par des calculs intérieurs, dans la mesure où les aventures à l'étranger sont motivées par la nécessité d'accroître la légitimité et le soutien au régime en place. Je pense que la situation est plus complexe, car les décisions que prend Poutine sont préparées collectivement. Il y a des groupes de personnes et différents organes gouvernementaux qui en discutent et les préparent. La politique intérieure et la politique étrangère sont deux parties différentes du gouvernement russe et de l'administration présidentielle. Une partie pense aux élections et à la gestion des partis politiques, l'autre à la politique étrangère et à la sécurisation de la société. En fin de compte, c'est Poutine qui décide, mais ces groupes de personnes lui proposent des solutions différentes. Pendant tout ce temps, il se rend compte que les décisions de politique étrangère ont également des répercussions sur le plan intérieur.

Poutine était totalement inconnu du public russe en 1999. Six mois avant qu'il ne devienne président, il ne figurait pas dans les sondages car sa cote de reconnaissance ne dépassait pas la marge d'erreur. Quelques mois plus tard, lorsqu'il a déclenché la

deuxième guerre en Tchétchénie, sa cote de popularité est passée de pratiquement zéro à 80 %. Il s'est passé exactement la même chose en 2008 avec la campagne militaire en Géorgie et en 2014 avec la campagne en Crimée. Cette dernière a donné lieu à plusieurs années de ce que tout le monde appelle le consensus de Crimée, où fondamentalement plus de 80 % de la population soutient le régime dans le cadre d'un consensus nationaliste dans la société.

Donc, oui, Poutine est conscient de ces choses, mais je ne pense pas que ce soit la cause réelle des décisions de politique étrangère. En termes de politique étrangère, je pense qu'en définitive, ils pensent en termes de menaces potentielles et réelles. Même l'invasion potentielle de l'Ukraine est conçue comme une défense contre les menaces de l'OTAN et de l'influence occidentale dans ce pays.

Quelle est l'idéologie du régime Poutine, et a-t-elle changé au fil du temps, par rapport aux conceptions antérieures de « démocratie souveraine », de « démocratie dirigée », etc. Qu'est-ce qui est particulier dans sa combinaison de nationalisme et d'étatisme aujourd'hui?

Il n'a rien de spécial. C'est une marque typique du populisme de droite. Personne n'attaque les élites, mais il y a aussi du conservatisme, dans le sens où l'accent est mis sur la critique de toute tentative de changer consciemment la réalité sociale. Les réformes spectaculaires sont rejetées comme utopiques parce que l'amélioration consciente de la société est condamnée dès le départ. Ce lieu commun conservateur est très présent dans l'idéologie russe, à côté de son nationalisme.

Pour comprendre le nationalisme russe, nous devons garder à l'esprit que le mot anglais « Russian » a deux significations dans la langue russe. Premièrement, il signifie *Rossiiskii*, c'est-à-dire l'appartenance à la nation russe contemporaine en tant que citoyen de

la Fédération de Russie. Deuxièmement, il signifie *Russkii*, qui est davantage une description ethnique et culturelle. Auparavant, Poutine utilisait surtout *Rossiïskii*, mais après 2012 environ, il a commencé à utiliser *Russkii* de plus en plus souvent, par exemple en parlant de la Crimée. Il a parlé de la Crimée comme du berceau de la civilisation *Russkaia*, et non de la civilisation *Rossiïskaia*. Le nationalisme russe a désormais cette composante ethnique, qui s'est finalement reflétée dans la nouvelle Constitution. Un amendement constitutionnel affirme que l'État est formé par le peuple russe – *Russkii*.

Dans le même temps, la question de l'immigration clandestine a quelque peu reculé après 2014, car la propagande télévisée s'est concentrée sur les menaces de l'Occident. Ils n'ont plus autant parlé des migrants et de leur préjudice potentiel pour la société. Donc, même si c'était un tournant vers le nationalisme ethnique, paradoxalement, ce nationalisme ethnique était moins ouvertement xénophobe et moins uniforme. Néanmoins, cette attitude xénophobe envers les migrants est toujours présente dans la propagande officielle et sous forme d'alarmisme occasionnel.

La troisième chose est le traditionalisme, les prétendues valeurs traditionnelles. Personne ne sait exactement de quoi il s'agit, mais en gros, c'est une opposition aux LGBT, au féminisme et à toutes sortes de progrès sociaux.

Pris ensemble, ces trois éléments ne sont pas vraiment propres à la Russie, mais constituent un cocktail idéologique populiste de droite assez typique que l'on retrouve dans les partis de droite européens et, en fait, dans le Parti républicain aux États-Unis. On pourrait même dire que Poutine pourrait devenir un politicien de droite couronné de succès en Amérique aujourd'hui!

Vous évoquez l'idée d'un «populisme sans le peuple» ou d'une politique populiste sans populisme réel dans les rues. Le régime a envisagé de mobiliser ses propres contre-manifestants contre les partisans de Navalny, mais il s'est toujours méfié de cultiver un mouvement de rue de peur qu'il ne devienne incontrôlable. C'est un phénomène intéressant que de s'appuyer sur la légitimité nationale en truquant les sondages et les élections, sans pour autant créer un soutien visible.

Je suis d'accord, c'est assez paradoxal parce que, encore une fois, si on regarde les États-Unis, Donald Trump avait ses propres mouvements de rue, et il a démontré leur potentiel même pour la violence avec la prise d'assaut du Capitole. Rien de tel ne se produit jamais dans la Russie de Poutine, parce qu'il n'a jamais misé sur la mobilisation de la rue. Pendant les rassemblements de l'opposition de 2011-2012, il y a eu quelques contre-rassemblements organisés par le Kremlin, mais ils étaient complètement orchestrés, les gens y étant conduits par leurs patrons et payés d'un peu d'argent. Il y avait des concerts de quelques artistes russes populaires. Cela ressemblait plus à une célébration municipale, qu'à un mouvement de rue quel qu'il soit.

Depuis lors, le régime a évité de mobiliser réellement ses partisans, en partie parce qu'il craignait qu'avec une telle mobilisation, même en faveur du régime et de ses valeurs, les gens se retournent contre Poutine. Après un certain temps, le régime a opté pour la répression pure et simple, en utilisant les ressources de l'État pour écraser toute forme d'opposition organisée, au lieu d'essayer de mobiliser des partisans potentiels. Les libéraux russes comparent la Russie au Venezuela, disant que Poutine est exactement comme Hugo Chávez ou Nicolás Maduro. Mais, en fait, il s'agit de situations totalement incomparables. Comment pouvez-vous comparer Poutine à

Chávez, alors que les gens dans la rue ont littéralement protégé Chávez avec leur propre corps contre le coup d'État? Rien qui ressemble à cela ne se produit jamais en Russie. Poutine s'est toujours appuyé sur l'appareil de sécurité nationale.

En termes de propagande, ce que nous avons à la télévision en Russie n'est pas différent de Fox News. Mais en même temps, si nous regardons dans la rue, nous n'avons pas de mouvement de rue de droite similaire, donc dans ce sens, c'est du populisme sans les gens dans la rue.

Au fil des ans, nous avons vu un certain nombre de mesures constitutionnelles et politiques innover presque en temps réel afin de prolonger le mandat de Poutine, mais cela ne peut pas durer indéfiniment. Certains ont prédit que s'il se retirait, cela créerait une crise systémique de légitimité politique, précisément parce qu'il n'a pas encore trouvé de successeur clair. Même si nous devons éviter les spéculations, pensez-vous que cette analyse soit plausible?

La science politique s'accorde presque à dire que la plus grande vulnérabilité des systèmes personnalisés comme celui que nous avons en Russie est la question de la succession. Si nous regardons les pays d'Asie centrale, certains d'entre eux ont déjà réussi à remplacer tous les autocrates plus anciens, donc c'est possible. Mais le problème de la légitimité est plus profond. Le régime russe, comme d'autres régimes autoritaires électoraux, est fondé sur la légitimité électorale et la sélection populaire des dirigeants, même si les élections elles-mêmes sont truquées. Il y a un problème inhérent à cela, car si vous avez besoin de tant de fraude électorale au point de réécrire complètement les résultats des élections, vous ne pouvez pas tirer la légitimité de cette source. Lors des dernières élections de septembre 2021, nous avons vu des observateurs électoraux à Saint-Petersbourg

littéralement traînés hors des bureaux de vote par la police, parce qu'ils faisaient leur travail d'enregistrement de la fraude électorale. Ce genre de choses rend les élections insignifiantes, car il devient extrêmement clair qu'il s'agit d'une farce complète. Pour que tout cela fonctionne, les élections doivent au moins ressembler à quelque chose de réel. Sinon, elles perdent leur fonction d'instrument de légitimation.

Il n'y a essentiellement aucune alternative aux élections. Dans certaines sociétés traditionnelles, on peut avoir quelque chose comme une monarchie héréditaire, mais pas en Russie. Le paradoxe est que c'est un régime autoritaire mais basé sur les élections. Ainsi, lorsque les élections perdent toute signification, lorsqu'il faut réécrire les résultats sans même compter les voix – comme nous le savons, d'après la distribution statistique des résultats, c'est ce qu'ils ont fait dans de nombreux endroits lors des récentes élections – il n'y a plus de véritable source de légitimité. C'est un problème très réel et profond.

Nous avons vu des statistiques qui indiquent que, avec les États-Unis, la Russie affiche l'un des niveaux les plus élevés de scepticisme vis-à-vis des vaccins parmi les pays développés. Quel type d'impact la pandémie a-t-elle eu sur le tissu social de la Russie? Comment la pandémie a-t-elle affecté la stabilité et la légitimité du régime?

En ce qui concerne la gestion de la crise, je pense que le verdict est que c'est un échec. Nous devons être très clairs à ce sujet. Selon les démographes, il y a eu plus d'un million de décès excédentaires depuis le début de la pandémie. Cela démontre sans équivoque que les politiques gouvernementales ont échoué, dans la mesure où les choses étaient entre les mains du gouvernement.

Le scepticisme et les hésitations à l'égard des vaccins sont extrêmement forts en Russie, et c'est d'ailleurs le cas dans tous les États post-soviétiques.

Certains prétendent que cela peut s'expliquer par le fait que les gens ne font pas confiance aux gouvernements autoritaires. Cela semble logique, mais si l'on regarde des pays comme la Serbie, ou là où il y a des gouvernements démocratiques, les taux d'hésitation vaccinale sont extrêmement élevés.

Donc, dans une certaine mesure, le gouvernement ne pouvait pas faire grand-chose. Mais je dirais quand même qu'ils ont échoué en n'attaquant pas de front l'hésitation à se faire vacciner. La chose très simple que les dirigeants du monde ont fait, c'est une séance de photos où ils se font vacciner. Dans le cas de Poutine, il y a juste eu un reportage indiquant qu'il avait été vacciné, sans même expliquer quel vaccin il avait reçu. Mais plusieurs millions de personnes n'ont probablement pas été vaccinées à cause d'erreurs comme celle-ci.

Le système de santé russe a été complètement submergé en raison du sous-investissement des décennies précédentes, ainsi que de ce qu'il appelle l'« optimisation » – qui consiste essentiellement en des coupes et un régime d'austérité. En général, c'était un désastre complet, et ce qui l'a aggravé, c'est le calcul politique consistant à ne pas imposer un confinement. Il y a là aussi un paradoxe : un régime autoritaire qui se soucie trop de sa popularité aux yeux de la population pour imposer trop de restrictions, par crainte d'une baisse de la cote de popularité du président.

Même si l'on peut dire qu'ils étaient voués à l'échec en raison de certains facteurs structurels, en même temps, il est clair que l'on n'a pas fait assez pour persuader le public, que l'on n'a pas assez investi dans les soins de santé et que l'on aurait dû consacrer plus de ressources aux hôpitaux et à l'augmentation des salaires des médecins.

La pandémie a rendu l'organisation et les mouvements de rue encore plus difficiles. Navalny a été emprisonné,

et son mouvement pourrait ne plus être viable. Quels types de modèles et de trajectoires pouvons-nous voir se dessiner pour l'opposition libérale et de gauche?

Malheureusement, nous n'avons pas d'opposition organisée actuellement en Russie, parce qu'elle a été fondamentalement détruite. Tout d'abord, tous les rassemblements publics et toutes les manifestations – même les piquets d'une seule personne – sont interdits sous le prétexte des restrictions gouvernementales en cas de pandémie. Il est arrivé à plusieurs reprises que des personnes se rassemblent sans être dispersées, mais c'est très rare et, en général, la stratégie de l'État consiste à disperser toute manifestation.

Les médias et les journalistes indépendants ont également fait l'objet d'une attaque massive. Tous sont désormais déclarés agents de l'étranger et, s'ils opèrent encore, c'est de manière très limitée. L'attaque contre l'organisation de Navalny l'a complètement détruite : il est en prison, son entourage proche a émigré dans d'autres pays et beaucoup de ses associés sont également en prison.

Évidemment, certaines personnes sont encore libres, et il y a quelques initiatives politiques, surtout au niveau local. Par exemple, à Moscou, il va y avoir des élections municipales cette année, et probablement qu'une certaine activité indépendante sera autorisée à ce niveau à petite échelle, car, même si elle est élue, l'opposition n'a pas beaucoup de pouvoir.

D'une manière générale, le tableau est très sombre. Le mécanisme de démocratie gérée et souveraine qui existait auparavant en Russie, où l'on maintenait la façade des élections et même une certaine activité politique indépendante qui ne menaçait pas le régime, est devenu impossible parce que les enjeux ont augmenté. Aujourd'hui, l'opposition est bien réelle, et les attitudes de la société sont très tournées

contre le régime. Le régime n'est pas prêt à prendre le moindre risque.

Certaines personnes la comparent à la période de Iouri Andropov en Union soviétique. Lorsque Andropov est arrivé au pouvoir au début des années 1980, il a emprisonné tous les dissidents et a pratiquement détruit ce mouvement en Union soviétique. Son expérience au sein du KGB lui a appris

les méthodes simples pour assurer la discipline et protéger l'État souverain en envoyant tout le monde en prison. Mais la perestroïka a commencé à peine trois ans plus tard. Alors qu'il semblait que toutes les opportunités se fermaient et que plus rien n'était possible, tout a soudainement changé. Peut-être qu'une telle chose pourrait se reproduire.

Publié par *Jacobin*

« L'ARMÉE RUSSE EST UN TIGRE DE PAPIER ET LE PAPIER EST MAINTENANT EN FEU »

PATRICK SILBERSTEIN

Cette assertion, formulée par Brett Friedman, officier de réserve du corps des Marines américain et enseignant à l'US Naval War College, ne doit pas être comprise comme la croyance béate que le « rouleau compresseur » n'aurait pas les moyens d'atteindre ses buts de guerre : l'annexion ou le démantèlement de l'Ukraine. « Les lacunes [militaires] de la Russie n'auront probablement pas d'importance à long terme. Ils ont suffisamment de capacité pour forcer brutalement cette chose », prévient Friedman.

Elle nous donne cependant une indication : l'objectif de renversement du gouvernement ukrainien grâce à une guerre éclair, qui aurait conduit l'armée russe à Kiev, n'a pas été atteint.

Si le courage et la détermination des Ukrainien·nes jouent un rôle déterminant, il convient cependant d'examiner – succinctement et avec nos faibles moyens d'analyse, tant la gauche est étrangère à la réflexion militaire depuis des lustres – quelques-uns des éléments qui ont permis cette victoire sur le

blitz. Premier grain de sable qui pourrait bien coûter cher à la clique au pouvoir à Moscou.

L'éditorial de présentation du premier volume de ce livre évoquait les grains de sable qui pourraient gripper la machine de guerre russe. Le 28 février, date de l'invasion, quand l'équipe d'animation des éditions Syllepse a commencé à réfléchir à cette publication, le grain de sable semblait n'être qu'une idée. Cette idée deviendrait-elle force matérielle à mesure que l'armée russe fait face à une défense dont il n'est pas inutile d'essayer de discerner comment elle agit ?

Si l'impérialisme russe a subi ce revers, c'est avant tout grâce à l'extraordinaire et inattendue résistance de l'armée ukrainienne et, plus largement, de la population ukrainienne (100 000 personnes se sont enrôlées dans les unités de défense territoriale ; ce qui ne préjuge en rien des autres formes d'implication citoyenne dans la résistance à l'invasion).

Selon le *Guardian* de Londres, plusieurs analystes militaires suggèrent que, mal renseigné par le FSB (ex-KGB), « le Kremlin avait une idée totalement

fantasmagorique de l'accueil que ses armées recevraient» en pénétrant en Ukraine. Il est désormais connu que des prisonniers russes ont déclaré que leurs officiers leur avaient «assuré qu'ils seraient accueillis en libérateurs». Alors que l'armée russe attendait «des fleurs et des acclamations», elle a été accueillie par «des balles et des bombes» et par des civils «essayant de bloquer les colonnes de chars en chantant l'hymne national», relève Le quotidien britannique.

Le moral bas des troupes d'invasion n'est sans doute pas étranger au relatif enlisement de la guerre éclair voulue par Poutine. Le correspondant du *Guardian* à Lviv note ainsi que les soldats russes ne disposaient que de trois jours de ration et que le carburant est venu à manquer.

Interrogé par *Vox*, Henrik Paulson, professeur à l'école de guerre de Stockholm, est persuadé que le Kremlin pensait «atteindre Kiev en 48 heures». Par conséquent, écrit-il, «la plupart de ses décisions ont été façonnées par ce choix stratégique, lui-même façonné par des préjugés»: l'armée ukrainienne ne combattrait pas et s'effondrerait rapidement. Dans un tel conflit, note le spécialiste suédois, «la doctrine militaire traditionnelle exige l'emploi intensif de ce qu'on appelle les "armes combinées" [...] comme les chars, l'infanterie et l'aviation, déployées simultanément et de manière complémentaire». Cela n'a pas été le cas: c'est «un choix tactique qui a du sens si vous pensez ne rencontrer qu'une résistance symbolique...»

Interrogé par *Le Monde*, le chef d'état-major de l'armée française confirme les «problèmes de combativité» rencontrés par l'armée d'invasion et indique que la durée imprévue de l'offensive va contraindre le commandement russe à «engager le deuxième échelon» de ses forces, ce qui n'était certainement

pas prévu. Ce qui pose, on le sait, d'immenses problèmes de logistiques.

Les commentateurs évoquent désormais un scénario «à la Grozny»: bombardements massifs et siège des grandes villes, avec leurs corollaires: coupure de l'approvisionnement en eau, en électricité, en nourriture, combats de rues. Selon un analyste de l'Institute for the Study of War, Poutine n'a pas souhaité mettre en œuvre d'emblée un tel scénario, car il était en contradiction avec son «récit selon lequel il ne s'agissait pas d'une véritable guerre».

Pour nous en tenir à cette première phase de la guerre, le *Washington Post* estime que les forces armées ukrainiennes sont engagées dans une stratégie «asymétrique» visant à briser les attaques russes. L'armée russe ayant, malgré l'imposante disparité des forces en présence, «de nombreuses cibles statiques», notamment à cause des problèmes logistiques: «C'est de l'or en barre pour une force harcelant l'ennemi», déclare un analyste militaire dans le quotidien de Washington.

«L'attaque des lignes de soutien russes», déclare un ancien ministre de la défense ukrainien, est stratégiquement «importante pour réduire la supériorité de la Russie». Les convois logistiques russes, relève-t-il, «sont répartis sur une vaste zone sur plusieurs fronts». De plus, à cause de l'hiver, les moteurs tournent, y compris à l'arrêt; ainsi ils sont préservés du froid et maintiennent un peu de chaleur pour les soldats. Cela fait des approvisionnements en carburant «un énorme défi». Consigne a donc été donnée aux unités de l'armée ukrainienne, défense territoriale comprise, de ne pas s'attaquer directement aux blindés – une mission remplie par les drones fournis par la Turquie – mais aux véhicules de transport (essence, ravitaillement, munitions...) non blindés,

«et souvent conduits par des soldats russes mal entraînés».

Selon le président du Center for Defence Strategies, c'est en bloquant les routes et en immobilisant ainsi les chars et l'artillerie motorisée que l'on peut plus facilement les détruire ou les capturer. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent effectivement des amoncellements de véhicules détruits et d'autres abandonnées par leurs conducteurs.

Équipées de missiles antichars relativement légers, des unités ukrainiennes, très mobiles, peuvent ainsi attaquer les convois avant de s'éclipser. Par parenthèse, on retrouve dans cette organisation la mise en œuvre de certaines des thèses défendues, il y a plusieurs décennies, par Guy Brossollet (*Essai sur la non-bataille*, Belin, 1975) et Horst Afheldt (*Pour une défense non suicidaire en Europe*, La Découverte, 1985). Ironie de l'histoire, selon le Washinton Post, c'est entre autres à cause de la décentralisation – qualifiée de «lacune» – de son armée que l'Ukraine ne pouvait pas être admise dans l'OTAN... Le spécialiste militaire interrogé enfonce le clou: «[Il y a] des poches de résistance disparates, vous voyez des unités au niveau du bataillon se battre de manière indépendante, ce qui est peut-être une bénédiction déguisée. Cela les aide en fait maintenant parce qu'ils ne dépendent pas de systèmes de commandement et de contrôle centralisés.»

Quant à la puissante mobilisation populaire, souligne *Vox*, elle s'inspire des leçons pratiques de la révolution de Maïdan en rejoignant la défense territoriale bien sûr, mais elle va bien au-delà: «Les citoyens utilisent leurs compétences et leurs contacts pour combler les lacunes du gouvernement et des forces armées et trouvent des moyens, souvent informels et improvisés, de contribuer à l'effort de guerre.» De son côté, le ministère des affaires

étrangères annonce 20 000 enrôlements dans la «brigade internationale» – c'est moi qui donne *délibérément* ce nom – qui est en train d'être constituée.

Les responsables militaires occidentaux ne s'y trompent pas: «Il reste une inconnue: comment l'opinion russe va-t-elle réagir après dix jours d'une "opération spéciale militaire" qui ne fonctionne pas du tout comme Poutine l'avait envisagée depuis des mois?», conclut le général Pellistrandi, rédacteur en chef de la revue *Défense nationale*, dans son éditorial du 5 mars. En effet, chaque jour de combat est un jour de gagné, chaque jour de combat est un grain de sable dans la machine de guerre poutinienne: l'armée russe subit des pertes (on sait le choc psychologique que constitue le rapatriement des «body bags» sur les familles de conscrits tués) et possiblement des défections. Et en s'adressant aux mères de soldats russes faits prisonniers, le gouvernement ukrainien se souvient de la puissante Union des comités de mères de soldats de Russie qui ne manquera pas d'être un grain de sable supplémentaire. Chaque jour qui passe, le régime de Poutine sera confronté à une résistance interne croissante – qu'il s'agisse de manifestations de masse contre la guerre ou d'une crise de confiance au sein de l'élite politique et militaire russe.

7 MARS 2022

Sources: *The Guardian*, *Vox*, *The Washinton Post*, *Janes*, *The Kyiv Independent*, *Défense nationale*, Institute for the Study of War.

L'IMPÉRIALISME RUSSE: DU TSAR À POUTINE

ZBIGNIEW KOWALEWSKI

Sergueï Nikolski, philosophe russe spécialiste de la culture, affirme que peut-être la pensée la plus importante pour les Russes «depuis la chute de Byzance jusqu'à aujourd'hui est l'idée de l'empire et d'être une nation impériale. Nous avons toujours su que nous habitons un pays dont l'histoire est une chaîne ininterrompue d'expansions territoriales, de conquêtes, d'annexions, de leur défense, des pertes temporaires et de nouvelles conquêtes. L'idée de l'empire était l'une des plus précieuses idées dans notre bagage idéologique et c'est elle que nous proclamions aux autres nations. C'est par elle que nous surprénions, ravissions ou affolions le reste du monde.»

La première et la plus importante caractéristique de l'empire russe, indique Nikolski, a toujours été «la maximalisation de l'expansion territoriale pour la réalisation des intérêts économiques et politiques en tant qu'un des plus importants principes de la politique étatique¹». Cette expansion était l'effet de la prédominance permanente et écrasante du développement extensif de la Russie sur son développement intensif: la prédominance de l'exploitation absolue des producteurs directs sur leur exploitation relative, c'est-à-dire sur celle fondée sur l'augmentation de la productivité du travail.

«L'empire russe était nommé “la prison des peuples”. Nous savons aujourd'hui que ce n'était pas

seulement l'État des Romanov qui méritait ce qualificatif», écrivait Mikhaïl Pokrovski, le plus remarquable historien bolchevique. Il prouvait que déjà le Grand-Duché de Moscou (1263-1547) et le Tsarat de Russie (1547-1721) étaient des «prisons des peuples» et que ces États ont été construits sur les cadavres des «*inorodtsy*», des peuples indigènes non russes.

Il est douteux que le fait que dans les veines des Grands-Russes coule 80 % de leur sang soit une consolation pour ceux qui ont survécu. Seul l'anéantissement complet de l'oppression grand-russe par cette force qui a lutté et qui lutte toujours contre toute oppression, pourrait être une forme de compensation de toutes leurs souffrances².

Ces mots de Pokrovski ont été publiés en 1933, juste après sa mort et peu avant qu'à la demande de Staline, dans la formule historique des bolcheviks «la Russie – prison des peuples», le premier terme soit remplacé par un autre mot: le tsarisme. Ensuite le régime stalinien a stigmatisé le travail scientifique de Pokrovski comme «conception antimarxiste» de l'histoire de la Russie³.

«IMPÉRIALISME MILITARO-FÉODAL»

Au cours des siècles, jusqu'à l'effondrement de l'URSS en 1991, les peuples conquis et annexés par la Russie ont subi trois formes successives de domination impérialiste russe. «L'impérialisme militaro-féodal» fut la première, nommée ainsi par

2. M.N. Pokrovski, *Istoritcheskaja nauka i bor'ba klassov*, Moscou/Leningrad: Sotsekizd, 1933, vol. 1, p. 284.

3. A.M. Doubrovski, *Istorič i vlast'*, Briansk, Izd. Brianskogo Gosoučarstvennogo Universiteta, 2005, p. 238, 315-335.

1. S.A. Nikolski, «Rousskie kak imperski narod», *Polititcheskaja Kontseptologia*, n° 1, 2014, p. 42-43.

Lénine. Il n'est pas inutile de discuter quel mode d'exploitation y prédominait: féodal ou tributaire, ou encore, comme le préfère Youri Semenov, «politaire⁴». Ce débat est rendu actuel par les recherches les plus récentes d'Alexander Etkind. Il en découle que c'étaient des modes d'exploitation coloniaux qui dominaient alors, «aussi bien dans ses frontières lointaines que dans sa sombre profondeur, l'empire russe était un immense système colonial»; «un empire colonial comme la Grande-Bretagne ou l'Autriche, mais en même temps un territoire colonisé, comme le Congo ou les Indes occidentales». Le clou, c'est que «la Russie, en s'élargissant et en absorbant les très grands espaces, colonisait son propre peuple. C'était un processus de colonisation interne, une colonisation secondaire de son propre territoire».

C'est pour cette raison, explique Etkind, qu'il «faut concevoir l'impérialisme russe non seulement en tant qu'un processus extérieur, mais également en tant que processus interne⁵». Le servage – généralisé par la loi en 1649 – y avait un caractère tout aussi colonial que l'esclavage des Noirs en Amérique du Nord, mais il concernait les paysans grands-russes ainsi que d'autres, considérés par le tsarisme comme «russes»: les paysans «petits-russes» (ukrainiens) et biélorusses. Etkind attire l'attention sur le fait que, même dans la Grande-Russie, les insurrections paysannes avaient un caractère anticolonial et que les guerres, par lesquelles l'empire écrasait ces révoltes, étaient coloniales. De manière paradoxale, le centre impérial de la Russie était en même temps une

périphérie coloniale interne, au sein de laquelle l'exploitation et l'oppression des masses populaires étaient plus sévères que dans bien des périphéries conquises et annexées.

Lorsque l'«impérialisme capitaliste moderne» est apparu, Lénine écrivait que dans l'empire tsariste il était «enveloppé, pour ainsi dire, d'un réseau particulièrement serré de rapports précapitalistes» – si serré que «ce qui, d'une façon générale, prédomine en Russie, c'est l'impérialisme militaro-féodal». De ce fait, écrivait-il, «en Russie, le monopole de la force militaire, d'un territoire immense ou des conditions particulièrement favorables pour piller les peuples indigènes non russes, la Chine etc., complète partiellement et remplace partiellement le monopole du capital financier moderne⁶». En même temps, en tant qu'impérialisme de la moins développée des six plus grandes puissances, ce n'était qu'un sous-impérialisme. Comme l'indiquait Trotsky, «la Russie payait ainsi le droit d'être l'alliée de pays avancés, d'importer des capitaux et d'en verser les intérêts, c'est-à-dire, en somme, le droit d'être une colonie privilégiée de ses alliées; mais, en même temps, elle acquérait le droit d'opprimer et de spolier la Turquie, la Perse, la Galicie, et en général des pays plus faibles, plus arriérés qu'elle-même. L'impérialisme équivoque de la bourgeoisie russe avait, au fond, le caractère d'une agence au service de plus grandes puissances mondiales⁷».

4. Voir J. Haldon, *The State and the Tributary Mode of Production*, Londres/ New York, Verso, 1993; Iou.I. Semenov, *Politarny ('aziatski') sposob proizvodstva*, Souchtchnost' i mesto v istorii tchelovetchestva i Rossii, Moscou, Librokom 2011.

5. A. Etkind, *Internal Colonization: Russian Imperial Experience*, Cambridge, Polity Press, 2011, p. 24, 26, 250-251.

6. V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochineni*, Moscou, Izd. Politicheskoi Literatury, 1969, 1973, vol. 26, p. 318; vol. 27, p. 378; vol.30, p. 174.

7. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, Paris, Le Seuil, 1967, vol. 1, p. 53.

PAS DE DÉCOLONISATION SANS SÉPARATION

Ce sont justement les puissants monopoles extra-économiques mentionnés par Lénine qui ont garanti à l'impérialisme russe la continuité après le renversement du capitalisme en Russie par la révolution d'Octobre. Contrairement aux annonces antérieures de Lénine, que la norme de la révolution socialiste serait l'indépendance des colonies, seules les colonies que l'expansion de la révolution russe n'avait pas atteintes, ou qui l'ont repoussée, se sont séparées de la Russie. Dans de nombreuses régions périphériques, son expansion avait le caractère d'une «révolution coloniale», conduite par des colons et des soldats russes sans la participation des peuples opprimés, voire avec le maintien des rapports coloniaux existants. Gueorgui Safarov a décrit un tel déroulement de la révolution au Turkestan⁸. Ailleurs, elle avait le caractère de la conquête militaire, et certains bolcheviks (Mikhaïl Toukhatchevski) ont concocté très vite une théorie militariste de la «révolution menée de l'extérieur»⁹.

L'histoire de la Russie soviétique a démenti l'opinion des bolcheviks, selon laquelle avec le renversement du capitalisme les rapports de domination coloniale de certains peuples sur les autres disparaîtraient et qu'en conséquence ces peuples pourraient, ou même devraient, rester dans le cadre d'un même État. L'«économisme impérialiste» niant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui (critiqué par Lénine) se répandait parmi les bolcheviks russes, en fut une manifestation extrême. En réalité, c'est

tout le contraire : la séparation étatique d'un peuple opprimé est la précondition de la destruction des rapports coloniaux, même si elle ne la garantit pas. Vassyl Chakhraï, militant bolchevique de la révolution ukrainienne, l'avait compris déjà en 1918 et a polémique publiquement avec Lénine sur cette question¹⁰. Beaucoup d'autres communistes non russes l'ont alors compris, en particulier le dirigeant de la révolution tatar Mirsaïd Sultan Galiev. Il a été le premier communiste éliminé à la demande de Staline de la vie politique publique, dès 1923.

En réalité, l'impérialisme fondé sur les monopoles extra-économiques mentionnés par Lénine se reproduit spontanément et de manière inaperçue de nombreuses manières même lorsqu'il perd son assise spécifiquement capitaliste. C'est pour cette raison, comme le démontrait Trotsky dès les années 1920, que Staline «est devenu le porteur de l'oppression nationale grand-russe» et a rapidement «garanti la prédominance de l'impérialisme bureaucratique grand-russe»¹¹. Avec la mise en place du régime stalinien, on a assisté à la restauration de la domination impérialiste de la Russie sur tous ces peuples, jadis conquis et colonisés, qui sont restés dans les frontières de l'URSS où ils constituaient la moitié de la population, ainsi que sur les nouveaux protectorats : la Mongolie et le Touva.

ENVOLÉE DE L'IMPÉRIALISME BUREAUCRATIQUE

Cette restauration s'accompagnait d'une violence policière meurtrière et même de génocides – de l'extermination par la faim connue en Ukraine

8. G. Safarov, *Kolonialnaïa revoloutsia*, Opyt Turkestana, Moscou, Gosizdat, 1921.

9. M. Toukhatchevski, *Vöina klassov*, Moscou, Gosizdat, 1921, p. 50-59. En anglais : M. Toukhachevsky, «Revolution from Without», *New Left Review*, n° 55, 1969.

10. S. Mazlakh, V. Shakhrai, *On the Current Situation in the Ukraine*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1970.

11. Léon Trotsky, *Staline*, Saint-Petersbourg, Lenizdat, 2007, vol. 2, p. 189, trad. française, Paris, Syllepse, 2021.

comme l'Holodomor et au Kazakhstan comme le Jasandy Acharchylyk (1932-1933). Les cadres bolcheviques nationaux et l'intelligentsia nationale furent exterminés et une russification intensive fut entamée. Des petits peuples entiers et des minorités nationales ont été déportés (la première grande déportation a touché en 1937 les Coréens vivant dans l'Extrême-Orient soviétique). Le colonialisme interne s'est répandu une fois de plus et «l'exemple le plus affreux de ces pratiques fut l'exploitation des prisonniers du Goulag, qui peut être décrite comme la forme extrême de la colonisation intérieure¹²». De même que sous le tsarisme, l'immigration de la population russe et russophone vers les périphéries calmait les tensions et les crises socio-économiques en Russie, tout en garantissant la russification des républiques périphériques. Surpeuplée, paupérisée et affamée à la suite de la collectivisation forcée, la campagne russe exportait massivement la force du travail vers les nouveaux centres industriels à la périphérie de l'URSS. En même temps, les autorités entravaient la migration vers les villes de la population locale – non russe – des campagnes.

La division coloniale du travail déformait, voire freinait, le développement, parfois même transformait les républiques et les régions périphériques en sources de matières premières et en zones de monoculture. Cela s'accompagnait d'une division coloniale de la ville et de la campagne, du travail physique et intellectuel, qualifié et non qualifié, bien ou mal rétribué, ainsi que par une stratification tout aussi coloniale de la bureaucratie étatique, de la classe ouvrière et des sociétés entières. Ces divisions et stratifications garantissaient aux éléments ethniquement russes et

russifiés des positions sociales privilégiées en ce qui concerne l'accès aux revenus, aux qualifications, au prestige et au pouvoir dans les républiques périphériques. La reconnaissance de la «russité» ethnique ou linguistique sous la forme de «salaire public et psychologique» – un concept que David Roediger a repris de W.E.B. Du Bois et appliqué à ses études du prolétariat blanc américain¹³ – est devenue un moyen important de la domination impérialiste russe, et de la construction d'une «russité» impérialiste également au sein de la classe ouvrière soviétique.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la participation de la bureaucratie stalinienne à la lutte pour un nouveau partage du monde était un prolongement de la politique impérialiste intérieure. Durant la guerre et après sa fin, l'Union soviétique a récupéré une grande partie de ce que la Russie avait perdu après la révolution, et a aussi conquis de nouveaux territoires. Sa superficie s'est agrandie de plus de 1,2 million de km², atteignant 22,4 million de km². Après la guerre, la superficie de l'URSS dépassait de 700 000 km² celle de l'empire tsariste à la fin de son existence, et était plus petite de 1,3 million de km² par rapport à la surface de cet empire au sommet de son expansion – en 1866, juste après la conquête du Turkestan et peu avant la vente de l'Alaska.

EN LUTTE POUR UN NOUVEAU PARTAGE DU MONDE

En Europe, l'Union soviétique a incorporé les régions occidentales de la Biélorussie et de l'Ukraine, l'Ukraine subcarpathique, la Bessarabie, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, une partie de la Prusse

12. A. Etkind, D. Uffelmann, I. Koukouline (éd.), *Tam, vnoutri: Praktiki vnoutrennei kolonizatsii v koulturnoi istorii Rossii*, Moscou, Novoe Literatournoie Obozreniie, 2012, p. 29.

13. Voir David R. Roediger, *The Wages of Whiteness: Race and the Making of American Working Class*, Londres/New York, Verso, 200; *Le salaire du Blanc, la formation de la classe ouvrière américaine et la question raciale*, Paris, Syllepse, 2018.

orientale et la Finlande; et en Asie, le Touva et les îles Kouriles méridionales. Son contrôle a été étendu sur toute l'Europe orientale. L'URSS a postulé que la Libye soit placée sous sa tutelle¹⁴. Elle a tenté d'imposer son protectorat sur les grandes provinces frontalières chinoises – le Xinjiang (Sin-kiang) et la Mandchourie. De plus, elle voulait annexer l'Iran du Nord et la Turquie orientale, exploitant pour cela l'aspiration à la libération et à l'unification de nombreux peuples locaux. Selon l'historien azerbaïdjanais Djamil Hasanly, c'est en Asie et non en Europe que la « guerre froide » a commencé dès 1945¹⁵.

« Dès que les conditions politiques le permettent, le caractère parasitaire de la bureaucratie se manifeste dans le pillage impérialiste », écrivait alors Jean van Heijenoort, ancien secrétaire de Trotsky et futur historien de la logique mathématique :

Est-ce que l'apparition d'éléments de l'impérialisme implique la révision de la théorie selon laquelle l'URSS est un État ouvrier dégénéré? Pas nécessairement. La bureaucratie soviétique se nourrit en général par l'appropriation du travail des autres, ce que nous avons depuis longtemps conçu comme inhérent à la dégénérescence de l'État ouvrier. L'impérialisme bureaucratique n'est qu'une forme spéciale de cette appropriation¹⁶.

Les communistes yougoslaves ont acquis assez vite la conviction que Moscou « voulait soumettre complètement l'économie de la Yougoslavie et en faire un simple complément fournissant les matières

premières à l'économie de l'URSS, ce qui freinerait l'industrialisation et perturberait le développement socialiste du pays¹⁷ ». Les « sociétés mixtes » soviéto-yougoslaves devaient monopoliser l'exploitation des richesses naturelles de la Yougoslavie dont l'industrie soviétique avait besoin. L'échange commercial inégal entre les deux pays devait garantir à l'économie soviétique des surprofits au détriment de l'économie yougoslave.

Après la rupture de la Yougoslavie avec Staline, Josip Broz Tito dit que, à partir du pacte Ribbentrop-Molotov (1939) et surtout après la conférence des « Trois Grands » à Téhéran (1943), l'URSS prend part à la division impérialiste du monde et « poursuit consciemment le vieux chemin tsariste d'expansionnisme impérialiste ». Il disait également que la « théorie du peuple dirigeant au sein d'un État multinational » proclamée par Staline « n'est que l'expression du fait de la soumission, de l'oppression nationale et du pillage économique des autres peuples et pays par le peuple dirigeant¹⁸ ». En 1958, Mao Zedong ironisait en discutant avec Khrouchtchev :

Il y avait un homme du nom de Staline, qui a pris Port Arthur, a transformé le Xinjiang et la Mandchourie en semi-colonies et a formé quatre sociétés mixtes. C'étaient ça, ses bonnes actions¹⁹.

14. Dans l'ancien langage, celui de l'époque de la Société des Nations, l'URSS a demandé que la Libye lui soit concédée en tant que « mandat ».

15. J. Hasanli, *At the Dawn of the Cold War: The Soviet-American Crisis over Iranian Azerbaijan, 1941-1946*, Lanham/New York, Rowman and Littlefield, 2006; J. Hasanli, *Stalin and the Turkish Crisis of the Cold War, 1945-1953*, Lanham-New York, Lexington Books, 2011.

16. D. Logan [J. van Heijenoort], « The eruption of bureaucratic imperialism », *The New International*, vol.12, n° 3, 1946, pp. 74, 76.

17. V. Dedijer, *Novi prilozzi za biografiju Josipa Broza Tita*, Rijeka, Liburnija, 1981, t. 1, p. 434.

18. J. Broz Tito, « H kritiki stalinizma », *Časopis za Kritiko Znanosti*, Domišljijo in Novo Antropologijo, vol. 8, n° 39-40, 1980, p. 157-164, 172-185.

19. V. M. Zubok, « The Mao-Khrushchev conversations, 31 July-3 August 1958 and 2 October 1959 », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 12-13, 2001, p. 254.

L'UNION SOVIÉTIQUE AU BORD DE L'ÉCLATEMENT

L'impérialisme bureaucratique russe prenait appui sur des monopoles extra-économiques puissants, encore renforcés par le pouvoir totalitaire. Mais leur caractère était uniquement extra-économique. De ce fait, il s'est avéré trop faible ou carrément incapable de réaliser les plans staliniens de l'exploitation des pays satellites en Europe orientale et des régions frontalières de la Chine populaire. Devant la résistance croissante dans ces pays, la bureaucratie du Kremlin a dû abandonner les «sociétés mixtes», l'échange commercial inégal et la division coloniale du travail qu'elle voulait imposer. Après la perte de la Yougoslavie, dès 1948, elle a progressivement perdu le contrôle politique sur la Chine et quelques autres États, et a dû aussi affaiblir son contrôle sur les autres.

Même au sein de l'URSS les monopoles extra-économiques se sont avérés incapables de garantir à long terme la domination impérialiste de la Russie sur les principales républiques périphériques. L'industrialisation, l'urbanisation, le développement de l'éducation et plus généralement la modernisation des périphéries de l'URSS ainsi que la «nationalisation» croissante de leur classe ouvrière, de l'intelligentsia et de la bureaucratie elle-même ont commencé à changer progressivement les rapports de force entre la Russie et les républiques périphériques au profit de ces dernières. La domination de Moscou sur elles s'affaiblissait. La crise croissante du système a accéléré ce processus, qui a commencé à écarteler l'Union soviétique. Les contre-mesures du pouvoir central – tel le renversement du régime de Petro Chelest en Ukraine (1972), considéré comme «nationaliste» par le Kremlin – ne pouvaient plus inverser ce processus, ni le stopper efficacement.

Au cours de la seconde moitié des années 1970, le jeune sociologue soviétique Frants Cheregui tentait de regarder la réalité soviétique en s'appuyant sur «la théorie des classes de Marx, combinée à la théorie des systèmes coloniaux». Il concluait alors que «l'extension progressive de l'intelligentsia et de la bureaucratie (des fonctionnaires) nationales des républiques non russes, la croissance de la classe ouvrière – en un mot, la formation d'une structure sociale plus progressiste – conduira les républiques nationales à se séparer de l'URSS.» Quelques années plus tard, à la demande des plus hautes autorités du Parti communiste de l'Union soviétique, il a étudié la situation sociale des équipes de jeunes mobilisées par le Komsomol dans tout l'État pour construire la Magistrale ferroviaire Baïkal-Amour. C'était la fameuse «construction du siècle».

«Je me suis intéressé, raconte Cheregui, à la contradiction que je découvrais entre l'information sur la composition internationale des constructeurs de la Magistrale, répandue avec force par la propagande officielle, et le haut niveau d'uniformité nationale des brigades de construction qui sont arrivées.» Elles étaient presque uniquement composées d'éléments ethniquement ou linguistiquement russes. «Je suis alors arrivé à la conclusion inattendue que les Russes (et les “russophones”) sont repoussés des républiques nationales» – repoussés par les dites nationalités titulaires, par exemple au Kazakhstan par les Kazakhs.

Cela a été confirmé par des recherches qu'il a menées dans deux autres grands chantiers en Russie.

Le pouvoir central le savait et participait à la réinstallation des Russes en finançant les «grands travaux de choc». J'en ai conclu que les fonds sociaux des républiques nationales ayant maigri, il manque des emplois y compris pour les représentants des nationalités titulaires là où des garanties sociales

(crèches, maisons de vacances, sanatoriums, possibilités d'obtenir un logement) existent; une telle situation peut provoquer des antagonismes inter-ethniques, alors les autorités «rapatrient» progressivement la jeunesse russe des républiques nationales. Alors j'ai pris conscience que l'URSS était au bord de l'éclatement²⁰.

EMPIRE MILITARO-COLONIAL

La crise du régime bureaucratique soviétique et de l'impérialisme russe était si importante qu'à la surprise générale l'URSS s'est effondrée en 1991, non seulement sans une guerre mondiale, mais même sans une guerre civile. La Russie a complètement perdu ses périphéries externes, car 14 républiques non russes de l'Union l'ont quittée et ont proclamé l'indépendance – toutes celles qui, selon la Constitution soviétique, avaient ce droit. Cela signifiait une perte de territoires, sans précédent dans l'histoire de la Russie, d'une surface de 5,3 millions de km². Mais, comme le constate Boris Rodoman, un éminent scientifique qui a créé l'école russe de la géographie théorique, aujourd'hui aussi «la Russie est un empire militaro-colonial, vivant au prix d'un gaspillage effréné des ressources biologiques et humaines, un pays de développement extensif, dans lequel l'utilisation extrêmement dilapidatrice et coûteuse de la terre et de la nature est un phénomène courant». Dans ce domaine, de même qu'en ce qui concerne «les migrations des populations, les relations mutuelles entre les groupes ethniques, entre les habitants et les migrants dans diverses régions, entre les autorités étatiques et la population, les traits

«classiques» caractéristiques du colonialisme restent vifs, comme dans le passé».

La Russie est restée un État plurinational. Elle intègre 21 républiques de peuples non russes, s'étendant sur près de 30 % de son territoire. Rodoman écrit :

Dans notre pays nous avons un groupe ethnique, portant son nom et lui fournissant la langue officielle, ainsi qu'un grand nombre d'autres groupes ethniques; certains d'entre eux disposent d'une autonomie nationale-territoriale, mais n'ont pas le droit de quitter cette pseudo-fédération, c'est-à-dire sont contraints d'y rester. De plus en plus souvent la nécessité de l'existence des unités administratives distinctes selon les critères ethniques est remise en cause; le processus de leur liquidation a déjà commencé par celle des districts autonomes. Pourtant presque aucun peuple non russe n'a commencé à habiter en Russie à la suite d'une migration; eux ne se sont pas réinstallés dans un État russe déjà existant – au contraire, ce sont des peuples conquis par cet État, repoussés, partiellement exterminés, assimilés ou privés de leur État. Dans un tel contexte historique les autonomies nationales, même indépendamment du fait à quel point elles sont réelles et à quel point seulement nominales, doivent être perçues comme une compensation morale pour les groupes ethniques qui ont subi le «traumatisme de la subjugation». Dans notre pays les petits peuples ne possédant pas d'autonomie nationale, ou privés d'elle, disparaissent rapidement (par exemple, les Vepses et les Chors). Les groupes ethniques autochtones, au début de la période soviétique, étaient majoritairement dans l'autonomie. Ils sont aujourd'hui minoritaires du fait de la colonisation, liée à l'appropriation des ressources naturelles, des grands travaux, de l'industrialisation et de la militarisation. L'aménagement des «friches», la construc-

20. B. Doktorov, «Cheregui FE.: “Togda ïa prichel k vyvodou: SSSR stoit pered raspadom”», *Teleskop: Journal Sotsiologicheskikh i Marketingovykh Issledovani*, n° 5 (65), 2007, p. 10-11.

tion de certains ports et centrales nucléaires dans les républiques baltes etc. n'avaient pas seulement des raisons économiques, mais avaient aussi pour but la russification des régions frontalières de l'Union soviétique. Après son effondrement, les conflits militaires dans le Caucase, où les peuples sont pris en otage par la politique impériale «diviser pour mieux régner», sont des guerres typiques pour préserver les colonies dans un empire qui se désintègre. L'extension de sa sphère d'influence, dont l'intégration des parties de l'ex-URSS, est aujourd'hui une priorité de la politique étrangère russe. Aux 18^e et 19^e siècles, dans la Russie tsariste, les tribus nomades faisaient allégeance et ainsi leurs terres devenaient automatiquement russes; la Russie post-soviétique distribue aux habitants des pays frontaliers des passeports russes²¹.

RESTAURATION DE L'IMPÉRIALISME CAPITALISTE

La restauration du capitalisme en Russie a partiellement complété et partiellement remplacé les monopoles extra-économiques, affaiblis et tronqués après l'éclatement de l'URSS, par un puissant monopole du capital financier soudé avec l'appareil étatique. L'impérialisme russe reconstruit sur cette base reste un phénomène indissociablement intérieur et extérieur, opérant des deux côtés des frontières de la Russie, qui recommencent à être mouvantes. Les autorités russes ont construit une méga-corporation étatique, qui aura le monopole de la colonisation intérieure de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient. Ces

régions possèdent des champs du pétrole et d'autres grandes richesses. Elles ont un accès privilégié aux nouveaux marchés mondiaux en Chine et dans l'hémisphère occidental.

Les deux régions mentionnées risquent de partager le sort de la Sibérie occidentale. «Le centre fédéral garde pour lui quasiment tous les revenus du pétrole de l'ouest sibérien, ne donnant même pas à la Sibérie occidentale l'argent pour la construction des routes normales, écrivait il y a quelques années le journaliste russe Artem Efimov. Le malheur, comme d'habitude, n'est pas la colonisation, mais le colonialisme [car] c'est l'exploitation économique et non l'aménagement et le développement du territoire qui est le but de la corporation mentionnée.»

Essentiellement cela revient à admettre que dans le pays, au plus haut niveau de l'État, le colonialisme règne. La ressemblance de cette corporation avec la Compagnie britannique des Indes orientales et avec les autres compagnies coloniales européennes des 17^e-19^e siècles est si évidente que cela pourrait être drôle²².

Il y a un an, le soulèvement massif des Ukrainiens sur le Maïdan de Kiev, couronné par le renversement du régime de Ianoukovitch, constituait une tentative de l'Ukraine de rompre définitivement le rapport colonial l'attachant historiquement à la Russie. On ne peut comprendre l'actuelle crise ukrainienne – l'annexion de la Crimée, la rébellion séparatiste dans le Donbass et l'agression russe contre l'Ukraine – si l'on ne comprend pas que la Russie est encore et toujours une puissance impérialiste.

OCTOBRE-DÉCEMBRE 2014

Publié par *Inprecor*

Traduit du polonais par J. M.

21. B.B. Rodoman, «Vnoutrenny kolonializm v sovremennoï Rossii», dans T.I. Zaslavskaja (éd.), *Kouda idet Rossia? Sotsialnaïa transformatsiia postsovetskogo prostranstva*, Moscou, Aspekt-Press, 1996, p. 94; B.B. Rodoman, «Strana permanentnogo kolonializma», *Zdravy Smysl*, n° 1 (50), 2008-2009, p. 38.

22. A. Efimov, «Ost-Rossiïskaïa kompania», *Lenta.ru*, 23 avril 2012.

POURQUOI L'UKRAINE EST UNE CAUSE SYRIENNE

YASSIN AL-HAJ SALEH¹

Au cours de la semaine qui s'est écoulée depuis le début de l'invasion russe, les Syriens opposés au président Bachar el-Assad peuvent se sentir proches des Ukrainiens pour toutes les horreurs de la guerre que le régime de Vladimir Poutine mène en Ukraine. La raison de cette curieuse situation, bien sûr, devrait être assez évidente. La Russie occupe une partie de la Syrie depuis fin septembre 2015, soutenant brutalement le régime d'Assad, dont la priorité absolue est de rester au pouvoir pour toujours, même s'il doit soumettre le pays à des forces extérieures expansionnistes comme l'Iran et la Russie elle-même.

Depuis six ans et demi, la Russie détient une importante base militaire dans le nord-ouest de la Syrie, appelée Hmeimim, à laquelle Assad est généralement convoqué lorsque Poutine ou son ministre de la défense y rendent visite à leurs troupes. En 2019, la Russie a obtenu un bail de quarante-neuf ans pour le port de Tartous, où elle peut désormais baser des navires de guerre en Méditerranée. Le ministre russe de la défense s'est vanté d'avoir testé avec succès plus de 320 armes différentes de son arsenal militaire en Syrie. Poutine lui-même a fait l'éloge de l'expérience de combat que plus de 85 % des commandants de l'armée russe ont acquise en Syrie.

La Syrie a été un terrain d'essai pour l'armée russe. Elle a utilisé des munitions au phosphore, des bombes thermobariques et des bombes à fragmentation – interdites par le traité international – contre

des installations civiles, ciblant des hôpitaux, des écoles et des marchés. Elle a qualifié de terroristes tous ceux qui s'opposaient au régime d'Assad (tout comme Assad l'a fait). Cela signifie simplement que leur vie ne valait rien, que les tuer n'était pas un crime. C'est même une bonne chose qui devrait être récompensée, au moins par des éloges. En effet, Poutine a été loué par les organisations de droite islamophobes en Occident, et les partisans de l'autoritarisme partout, pour sa guerre impérialiste en Syrie, responsable à ce jour de la mort de quelque 23 000 civils.

Pourtant, il n'y a guère eu de voix en Occident pour condamner la guerre de Poutine en Syrie. Pourquoi? À cause de la longue et criminelle «guerre contre le terrorisme», qui a été la base d'une vaste coalition internationale contre les terroristes – c'est-à-dire les groupes islamiques sunnites nihilistes – où les États-Unis et l'Union européenne sont dans une alliance de facto avec la Russie, ainsi qu'avec des gens comme Assad, l'Égyptien Abdel Fattah al-Sissi, les Saoudiens Mohammed ben Salmane et Mohammed ben Zayed des Émirats arabes unis, et bien sûr, l'État d'apartheid d'Israël. Ce n'est pas seulement une trahison des Syriens qui luttent pour la démocratie depuis deux générations, mais une trahison de la démocratie partout dans le monde.

La guerre contre le terrorisme a fourni à Poutine une occasion en or de réaliser ses ambitions impérialistes de ressusciter l'empire russe, en commençant par la Syrie. Poutine considère de toute évidence la chute de l'Union soviétique comme une «véritable tragédie» et la «plus grande catastrophe géopolitique du siècle» – non pas inspiré par un quelconque

1. Yassin al-Haj Saleh, écrivain et dissident politique syrien, est boursier du réseau DAWN.

sentiment communiste, mais parce que l'Union soviétique était dans une large mesure un empire russe. Et maintenant, encouragé par sa mission sans frais sur la Syrie, Poutine veut annexer l'Ukraine, qui, selon lui, n'a jamais eu de «traditions de véritable État.»

Cette agression repose sur trois prétextes contradictoires. Premièrement, «dénazifier» l'Ukraine, ce qui fait de cette guerre une continuation de la «grande guerre patriotique» de l'Union soviétique contre Hitler – au contraire des propres guerres expansionnistes de Poutine en Tchétchénie, en Géorgie, en Crimée et en Syrie. Deuxièmement, «démilitariser» l'Ukraine, ou détruire ses forces armées et l'empêcher de rejoindre l'OTAN. Et troisièmement, parce que l'Ukraine n'est pas une «vraie nation», comme le prétend Poutine, mais une partie de la Russie.

On se souvient de «l'histoire de la bouilloire» de Freud. Un homme avait emprunté une bouilloire à son voisin et l'avait rendue endommagée. Pour se disculper, il a fourni trois arguments: la bouilloire n'était pas endommagée lorsqu'il l'a rendue; elle l'était déjà lorsqu'il l'a empruntée; il n'avait jamais emprunté la bouilloire. C'est la logique du désir incontrôlable de pouvoir d'un dictateur qui ne peut ou ne veut pas se retenir alors qu'il mène sa cinquième guerre depuis le début du siècle. Mais les trois arguments de Poutine se sont déjà effondrés. S'il est vrai qu'il existe des groupes d'extrême droite et ultranationalistes en Ukraine, ils constituent une minorité au pouvoir politique limité et ne sont en aucun cas ceux qui sont réellement visés par l'invasion russe. En fait, la guerre de Poutine justifie pleinement que l'Ukraine se défende comme elle le peut contre son voisin agressif et tyrannique. L'Ukraine prouve sa réalité nationale en résistant aux envahisseurs russes.

Une défaite russe serait une victoire non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour le monde entier. Une défaite de Poutine pourrait aussi bien mettre fin à sa vie politique, ce qui est la meilleure nouvelle possible pour les démocrates russes qui protestent courageusement contre l'agression au nom de leur nation. Ce peut être une bonne nouvelle pour les Syriens également, car cela affaiblirait le régime barbare et traître d'Assad, ainsi que les tendances autoritaires croissantes dans l'ensemble du Moyen-Orient et même du monde. Et si une défaite de notre ennemi commun, Poutine, n'est pas nécessairement une victoire pour nous, Syriens, une victoire du poutinisme sera une défaite encore plus grande pour nous, car elle diminuera nos possibilités, déjà maigres, de récupérer notre propre pays.

Mais même si l'Ukraine parvient à repousser la Russie, les possibles vainqueurs seront ceux qui ont été complices de la soumission de la Syrie, notre pays, à ce même ennemi. Je veux dire les puissances occidentales, en particulier les États-Unis, qui mènent la guerre contre le terrorisme. La Russie poutiniste est perçue comme un envahisseur agressif, et comme la brute qui peut faire le sale boulot de l'Occident sur un autre front [en Syrie]. Mais c'est éthiquement méprisable, et politiquement contre-productif, comme le prouve l'Ukraine.

Nous avons besoin d'une politique et d'une justice contre le terrorisme, pas d'une guerre contre le terrorisme. Le mot pour cette politique et cette justice est démocratie. Sacrifier la démocratie sur l'autel de la guerre contre le terrorisme et de la priorité à la sécurité est sans principe et va à l'encontre du but recherché, non seulement en Syrie et au Moyen-Orient, mais aussi en Occident même.

L'impérialisme et la démocratie sont incompatibles. C'est vrai pour la Russie, et partout ailleurs. Il en

va de même pour l'Occident. L'impérialisme qui a eu son effet boomerang en Europe auparavant, sous la forme du nazisme, comme l'a soutenu Hannah Arendt dans *Les origines du totalitarisme*, a déjà un effet analogue à notre époque sous la forme du populisme de droite, qui a été progressivement normalisé et s'est rapidement transformé d'extrême droite en courant dominant acceptable, en relation directe avec la guerre contre le terrorisme et la prétendue crise des migrants et des réfugiés.

En tant que réfugiés, arrachés à notre foyer et dispersés dans 127 pays, nous, Syriens, formons désormais notre propre communauté internationale. À ce titre, nous nous invitons à intervenir dans toutes les luttes de la planète.

L'Ukraine est une cause syrienne. Le monde l'est aussi.

4 MARS 2022

Publié par *Dawn*

SE PLAINDRE DES ÉTATS-UNIS NE SUFFIT PAS. À LA GAUCHE OCCIDENTALE: SUR VOS ERREURS ET LES NÔTRES

VOLODYMYR ARTIUKH²

Ici, dans le monde post-soviétique, nous avons beaucoup appris de vous. Par «nous», j'entends les chercheur·es et les militant·es communistes, socialistes démocratiques, anarchistes de gauche, féministes, atomisé·es ou vaguement organis·es, de Kiev, Lviv, Minsk, Moscou, Saint-Pétersbourg et d'autres endroits qui sont plongés dans les horreurs de la guerre et de la violence policière. Après que notre propre tradition marxiste a été sclérosée, dégradée et marginalisée, nous avons lu les analyses du *Capital* en anglais. Après l'effondrement de l'Union soviétique, nous nous sommes appuyé·es sur votre analyse de

l'hégémonie américaine, du tournant néolibéral dans les formes d'accumulation du capital, et du néo-impérialisme occidental. Nous avons également été encouragé·es par les mouvements sociaux occidentaux, de l'altermondialisme aux protestations anti-guerre, d'Occupy à Black Lives Matter.

Nous apprécions la façon dont vous avez essayé de théoriser notre coin du monde. Vous avez souligné à juste titre que les États-Unis ont contribué à saper les options démocratiques et économiquement progressistes de la transformation post-soviétique en Russie et ailleurs. Vous avez raison de dire que les États-Unis et l'Europe n'ont pas réussi à créer un environnement de sécurité qui inclurait la Russie et d'autres pays post-soviétiques. Nos pays ont longtemps été dans une position où ils ont dû s'adapter, faire des concessions, accepter des conditions humiliantes. Vous l'avez fait avec une sympathie qui frise le romantisme, et nous l'avons parfois toléré.

2. Volodymyr Artiukh est docteur en socio-anthropologie, membre du comité éditorial de la revue *Commons: Journal of Social Criticism*. Il est l'auteur d'une thèse consacrée aux relations de travail et au capitalisme d'État dans la Biélorussie post-soviétique.

Cependant, au milieu du bombardement de Kharkiv par la Russie, nous voyons les limites de ce que nous avons appris de vous. Ces connaissances ont été produites dans les conditions de l'hégémonie américaine, qui a atteint ses limites face aux lignes rouges sanglantes de la Russie. Les États-Unis ont perdu leur capacité à représenter leurs intérêts comme des intérêts communs à la Russie et à la Chine, ils ne peuvent plus imposer leur vision avec la puissance militaire, et leur influence économique se réduit. Malgré ce que beaucoup d'entre vous prétendent, la Russie ne répond plus, ne s'adapte plus, ne fait plus de concessions, elle a regagné son pouvoir d'action et elle est capable de façonner le monde qui l'entoure. La boîte à outils de la Russie est différente de celle des États-Unis, elle n'est pas hégémonique, car elle s'appuie sur la force brute plutôt que sur une puissance pacifique et l'économie. Néanmoins, la force brute est un outil puissant, comme vous le savez tous par le comportement des États-Unis en Amérique latine, en Irak, en Afghanistan et dans le monde entier. La Russie a imité l'infrastructure coercitive de l'impérialisme américain sans préserver son noyau hégémonique.

Et pourtant, ce mimétisme ne signifie pas dépendance. La Russie est devenue un agent autonome, ses actions sont déterminées par sa propre dynamique politique interne, et les conséquences de ses actions sont désormais contraires aux intérêts occidentaux. La Russie façonne le monde qui l'entoure, impose ses propres règles comme le faisaient les États-Unis, mais par d'autres moyens. Le sentiment de perte du sens des réalités que ressentent de nombreux commentateurs – «ça ne se passe pas comme ça chez nous» – vient du fait que les élites russes en guerre sont capables d'imposer leurs illusions, de les transformer en fait sur le terrain, de les faire accepter

aux autres malgré eux. Ces illusions ne sont plus déterminées par les États-Unis ou l'Europe, elles ne sont pas une réaction, elles sont une pure création.

Après avoir fait face à l'«impossible à imaginer», je vois comment la gauche occidentale fait ce qu'elle a fait de mieux : analyser le néo-impérialisme américain, l'expansion de l'OTAN. Ce n'est plus suffisant car cela n'explique pas le monde qui émerge des ruines de Donbass et de Kharkiv. Le monde n'est pas décrit de manière exhaustive s'il est présenté comme étant façonné par les actions des États-Unis ou par réaction à celles-ci. Il existe une dynamique propre, et les États-Unis et l'Europe sont en mode réactif dans de nombreux domaines. Vous expliquez les causes lointaines au lieu de remarquer les tendances émergentes.

Ainsi, je suis frappé de voir comment, en parlant des processus dramatiques dans notre coin du monde, vous les réduisez à une réaction à l'activité de votre propre gouvernement et des élites économiques. Vous nous avez appris tout ce qu'il faut savoir sur les États-Unis et l'OTAN, mais cette connaissance n'est plus si utile. Les États-Unis ont peut-être dessiné le contour de ce jeu de société, mais maintenant d'autres joueur-euses déplacent les pièces et dessinent leurs propres contours avec un marqueur rouge. Les explications centrées sur les États-Unis sont dépassées. J'ai lu tout ce qui a été écrit et dit à gauche sur l'escalade du conflit de l'année dernière entre les États-Unis, la Russie et l'Ukraine. La plupart de ces écrits étaient terriblement erronés, bien pire que de nombreuses explications venant du courant dominant. Leur pouvoir de prédiction était nul.

Il ne s'agit pas d'accuser la gauche occidentale d'ethnocentrisme, mais de mettre en évidence sa perspective limitée. Submergé par le brouillard de la guerre et le stress psychologique, je ne peux pas

offrir une meilleure perspective. Je ne peux que demander de l'aide pour appréhender la situation en termes théoriques tout en incorporant les idées de notre coin du monde. Se plaindre des États-Unis ne nous est pas utile dans la mesure où vous pensez que cette récrimination l'est. Nous devons également faire un effort pour sortir des ruines du marxisme oriental et de la colonisation du marxisme occidental. Nous faisons des erreurs sur ce chemin, et vous pouvez nous accuser de nationalisme, d'idéalisme, de provincialisme. Apprenez de ces erreurs : maintenant, vous êtes aussi beaucoup plus provinciaux et vous êtes tentés de recourir à un manichéisme simpliste.

Vous êtes confronté.es au défi de réagir à une guerre qui n'est pas menée par vos pays. Compte tenu de toutes les impasses théoriques auxquelles j'ai fait allusion ci-dessus, il n'existe pas de moyen simple de formuler un message antiguerre. Une chose reste douloureusement claire : vous pouvez contribuer à gérer les conséquences de la guerre en apportant une aide aux réfugié-es d'Ukraine, quelle que soit la couleur de leur peau ou leur passeport. Vous pouvez également faire pression sur votre gouvernement pour qu'il annule la dette extérieure de l'Ukraine et fournisse une aide humanitaire.

Ne laissez pas des positions politiques bancales se substituer à une analyse de la situation. L'injonction selon laquelle l'ennemi principal est dans votre pays ne doit pas se traduire par une analyse erronée de la lutte interimpérialiste. À ce stade, les appels à démanteler l'OTAN ou, à l'inverse, à y accepter qui que ce soit, n'aideront pas ceux et celles qui souffrent sous les bombes en Ukraine, dans les prisons en Russie ou au Belarus. Les slogans sont plus nuisibles que jamais. En qualifiant les Ukrainien·nes ou les Russes de fascistes, vous faites partie du problème et non de la solution. Une nouvelle réalité autonome émerge autour de la Russie, une réalité de destruction et de dures répressions, une réalité où un conflit nucléaire n'est plus impensable. Beaucoup d'entre nous ont ignoré les tendances qui mènent à cette réalité. Dans le brouillard de la guerre, nous ne voyons pas clairement les contours du nouveau. Pas plus, semble-t-il, que les gouvernements américain ou européens.

Dans cette réalité, nous, la gauche post-soviétique, aurons incomparablement moins de ressources organisationnelles, théoriques, et tout simplement vitales. Sans vous, nous lutterons pour survivre. Sans nous, vous serez plus près du précipice.

2 MARS 2022

Publié par *Lefteast*

DOUZE QUESTIONS SUR LA GUERRE EN UKRAINE

CGT : ESPACE INTERNATIONAL

Depuis le jeudi 24 février à 5h30 du matin, Vladimir Poutine a ordonné à ses armées une invasion de l'Ukraine, que les peuples russes comme

ukrainiens, dans leurs immenses majorités, n'imaginaient pas possible, ni ne voulaient d'aucune manière.

Le risque de déclenchement d'une guerre mondiale est réel. Il nous commande de prendre le temps de l'analyse et de transmettre aux organisations les éléments que la confédération réunit depuis le

déclenchement du conflit. Il nous commande aussi le calme, la retenue, la décence, le respect et l'humilité dans le commentaire que nous faisons de la situation.

Dans une telle situation, la solidarité de la CGT va d'abord en direction des populations civiles victimes de la guerre en Ukraine. La condamnation de la CGT doit, quant à elle, frapper avant tout l'agresseur, en l'espèce, Vladimir Poutine, qui assume devant l'histoire la responsabilité d'avoir réinvité la guerre à grande échelle et la mort sur le continent européen, après les conflits de Tchétchénie, de Yougoslavie et de Géorgie. Notre camp, est celui de la paix. Mais pour retrouver la paix, il faut avec certitude que la liberté trouve enfin son chemin en Russie.

Notre pacifisme, celui qui plonge ses racines dans la conférence de Zimmerwald en 1915, réactualisé par le refus du «campisme», revient à rejeter ce jeu des alliances qui entraînent les peuples dans les conflits mondiaux au profit des bourgeoisies ou des aristocraties qui les gouvernent. Mais notre pacifisme sait faire la différence en fonction de la nature des dangers d'escalade encourus et des impératifs liés à la résistance des peuples pour défendre leur droit à l'autodétermination. De la Commune de Paris à la guerre du Vietnam en passant par la guerre d'Espagne ou la Résistance, notre histoire est aussi celle d'un soutien aux peuples en lutte pour la défense de leurs droits et libertés face à l'oppression ou à l'agression.

L'intégralité du document est téléchargeable sur <https://entreleslignesentrelesmots.files.wordpress.com/2022/03/note-espace-inter-12-questions-sur-la-guerre-en-ukraine.pdf>

Les 11^e et 12^e points doivent particulièrement attirer notre attention :

11. Comment la CGT peut-elle agir? Si les sanctions sont nécessaires, elles peuvent donc produire des contre-effets et ne seront sans doute pas totalement efficaces. Le principal espoir réside donc dans la résistance de la population ukrainienne et dans l'aspiration au changement des peuples de Russie et du Belarus, appuyés par de larges mobilisations en Europe et dans le monde. D'où l'urgence et la nécessité d'un soutien au peuple ukrainien et à la paix dans les manifestations organisées partout en France depuis le 24 février. Dès le premier jour de la guerre, la CGT participait d'ailleurs à une manifestation à Bruxelles, avec le mouvement syndical européen et international réunissant les mots d'ordre de paix en Ukraine et d'augmentation des salaires en Europe.

La CGT appelle ses adhérents à participer partout en France aux très nombreuses manifestations pour la paix en Ukraine et contre l'inacceptable agression dont Vladimir Poutine s'est rendu coupable.

La CGT travaille actuellement avec d'autres organisations syndicales sur l'idée d'un convoi syndical (sur le modèle du convoi syndical pour la Tchétchénie que nous avons soutenu dans les années 1990) pour l'Ukraine afin de témoigner la solidarité des travailleuses et travailleurs de France à la population Ukrainienne en envoyant sur place produits de première nécessité et matériel de soin aux blessés.

12. Que faut-il espérer? Le retour à la paix passe par la chute de Poutine. Sa victoire serait catastrophique. Si elle se trouve avalisée par un accord de paix avec une partition de l'Ukraine, l'agresseur se trouverait alors conforté dans sa politique impérialiste et belliciste. La prochaine étape pourrait être définitivement une guerre mondiale si ses appétits se portaient sur "la défense des minorités russes" dans les pays Baltes. [...] Une paix durable ne peut être obtenue que par son départ et celui-ci n'interviendra

que par la conjonction de trois facteurs : des sanctions internationales fortes et réellement efficaces, une résistance ukrainienne qu'il faut espérer victorieuse et un soutien aux oppositions russes démocratiques et progressistes, seules à même de parvenir à sortir

enfin ce pays des ténèbres totalitaires, nationalistes et impérialistes dans lesquelles il se trouve plongé depuis plus de vingt ans.

2 MARS 2022

L'AGRESSION DE POUTINE ET LA MENACE D'UNE CATASTROPHE ENVIRONNEMENTALE EN EUROPE

PAVLO LODYN³

L'attaque perfide de la Russie contre l'Ukraine a choqué l'ensemble du monde civilisé. Le *Blitzkrieg* planifié a échoué et a conduit à l'effondrement des troupes russes et à leur passage à des méthodes de guerre terroristes, en violation des lois et règles de la guerre.

Dès le premier jour de l'occupation, on a appris que l'ennemi avait pris Tchernobyl. Il ne s'agit pas seulement de la centrale nucléaire de Tchernobyl elle-même (95 % des déchets radioactifs en Ukraine ont été produits lors de la catastrophe de 1986) ou du centre de stockage, mais aussi de toute la zone d'exclusion d'un rayon de 32 km. Les plus grands sites d'élimination des déchets radioactifs du dépôt ont été saisis: Buryakivka, Pidlisny, le complexe Vector pour le stockage à long terme des déchets radioactifs, les installations de stockage du combustible usé SVYAP-1 et SVYAP-2. Ces sites stockent 22 000 assemblages de combustible nucléaire usagé provenant de centrales nucléaires. Compte tenu de l'emplacement de cette installation particulièrement

dangereuse (gardée par 130 membres de la Garde nationale), il est fort probable que les combats acharnés n'y ont pas eu lieu. La situation du personnel chargé de l'entretien de l'infrastructure existante est beaucoup plus alarmante, puisqu'il ne reste qu'environ 90 personnes qui étaient en service au moment de l'invasion. La logistique [des transports] prévoit un transit par train de la ville de Slavutych à la centrale nucléaire de Tchernobyl à travers la Biélorussie, ce qui n'est actuellement pas possible. [...]

Selon Oksana Ananyeva, spécialiste de la politique énergétique au Centre Ekodiya pour les initiatives environnementales, une augmentation des niveaux de rayonnement gamma a été enregistrée dans la zone d'exclusion, celle-ci peut également être suivie en ligne sur internet. Selon elle, la raison pourrait être le passage d'équipements militaires lourds qui ont soulevé des poussières radioactives du sol ou des fuites. Dans le même temps, les indicateurs actuels de rayonnement gamma ne présentent pas de risque pour la santé publique. Le survol constant de la zone par des avions militaires envoyés à Kiev est également dangereux.

Parallèlement, l'occupant attaque également Energodar et tente de s'introduire dans la centrale nucléaire de Zaporizhzhya. L'ennemi tente de le faire

3. Pavlo Lodyn est journaliste et directeur exécutif du Center for Political Narratives of Democracy, une ONG basée en Ukraine.

pour éviter les tirs des militaires ukrainiens, selon le ministère ukrainien de l'intérieur. Actuellement, trois de ses six unités fonctionnent, produisant près de 3 000 mégawatts d'électricité – le fonctionnement normal des centrales nucléaires, même en cas de loi martiale, est important pour éviter une grave catastrophe énergétique, et donc humanitaire.

Théoriquement, la protection des unités des centrales électriques permet de résister aux menaces d'origine humaine et naturelle, voire aux éventuelles chutes d'avions. Cependant, les risques causés par les missiles, en particulier les missiles balistiques, augmentent considérablement, ce à quoi l'interventionniste recourt cyniquement dans toute l'Ukraine. La stabilité de l'approvisionnement en énergie dans la zone d'exploitation des centrales, qui est compliquée par les hostilités, est nécessaire pour refroidir les barres dans les réacteurs (en cas de crise, des générateurs diesel sont disponibles dans les centrales). Il ne faut pas oublier le facteur humain et le stress du travail ininterrompu du personnel sous les tirs des canons et des mitrailleuses russes.

Oksana Ananyeva souligne que l'AIEA a déjà été informée de la prise de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Celle-ci a fait l'objet d'une réunion extraordinaire du groupe des régulateurs européens de la sûreté nucléaire (ENSREG). L'UE pourrait également exiger l'accès à un groupe d'experts indépendants pour surveiller la situation. Dans le même temps, il est désormais extrêmement difficile de garantir leur sécurité personnelle face à des hostilités constantes.

La société ukrainienne Energoatom prend toutes les mesures possibles et a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle établisse une zone de sécurité de 30 kilomètres autour de toutes les centrales nucléaires ukrainiennes. Les centrales

nucléaires et les autres installations nucléaires et de radiations de l'Ukraine sont des objets d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Elles ne sont donc pas destinées aux hostilités et ne doivent pas être attaquées, conformément à l'article 56 du protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatives à la protection des victimes des conflits armés internationaux, indique l'organisme de régulation national. Par de tels actes criminels, l'agresseur viole aussi de fait les principes de l'ONU, en se référant aux décisions de la conférence générale de l'AIEA de 2009. En occupant une centrale nucléaire, l'occupant ne permet pas à notre État de respecter pleinement les garanties de sécurité nucléaire, comme l'exige la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires du 3 mars 1980. Nous ne pouvons pas garantir que les matières nucléaires ne tomberont pas entre les mains de terroristes.

Cette situation est particulièrement tendue, compte tenu du fait que l'agresseur a recours à des attaques de plus en plus cyniques et agressives contre les civils et les infrastructures civiles. De plus, le criminel de guerre Vladimir Poutine menace déjà le monde avec des armes nucléaires. Par conséquent, ce qui se passe sur le territoire ukrainien n'est pas seulement une tragédie pour le peuple ukrainien, mais aussi une catastrophe potentielle pour l'ensemble de l'Europe, qui doit être évitée.

3 MARS 2022

Publié par *The Kyiv Independent*

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN ET SES ORGANISATIONS SYNDICALES ET CONTRE LA GUERRE MENÉE PAR UN RÉGIME AUTORITAIRE

GLOBAL LABOR INTERNATIONAL

L'invasion à grande échelle du territoire ukrainien par les forces militaires russes le 24 février 2022 a déclenché une guerre meurtrière au centre de l'Europe. Non seulement des soldats des deux côtés, mais aussi des civils pacifiques, vont mourir. La guerre transforme en cauchemar la vie de ceux sur le territoire desquels elle est menée. Dans ces conditions, les syndicats et les autres organisations de travailleurs ne peuvent pas rester sur la touche ou agir comme des observateurs neutres. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin à l'agression militaire, à la guerre, le plus rapidement possible.

Le peuple ukrainien, en défendant son indépendance et sa liberté, a besoin d'une solidarité concrète. La subordination de l'Ukraine au régime autoritaire de Poutine, ou à ses mandataires, détruirait les institutions démocratiques, y compris le mouvement ouvrier – comme cela s'est déjà produit au cours des huit dernières années dans les «républiques populaires» fantoches de Donetsk et de Louhansk, contrôlées par la Russie. L'affirmation de la machine de propagande de l'État russe, selon laquelle l'objectif de l'invasion est de «libérer» l'Ukraine, qui serait dirigée par des «drogués et des néonazis», est un mensonge cynique. Ce qui est vrai en revanche, c'est que Poutine et son parti, Yedinaya Rossia, entretiennent des relations d'amitiés avec un grand nombre de partis d'extrême droite en Europe et dans

le monde. Tout aussi mensongères sont les justifications fallacieuses de l'attaque au motif qu'une menace pour la sécurité de la Russie se cache sur le territoire ukrainien. Le véritable objectif du Kremlin est de s'emparer du territoire de l'Ukraine, que Poutine et ses sbires ont déclaré être une construction artificielle mise en place par les bolcheviks. Les slogans sur «la lutte contre le nazisme» ne sont qu'une couverture pour une tentative de conquête d'un «espace vital» pour «le monde russe» et la restauration de l'empire russe. De même qu'au 20^e siècle, le mouvement ouvrier international a défendu la République espagnole contre le fascisme et soutenu la résistance aux dictatures totalitaires, il doit aujourd'hui défendre l'Ukraine démocratique!

La guerre actuelle n'est pas un conflit entre les peuples russe et ukrainien. La guerre a été déclenchée par le régime dictatorial qui règne à Moscou, sous lequel tout le peuple russe souffre. Perpétuant les traditions du tsarisme et du stalinisme russes, prêchant une idéologie impériale archaïque, ce régime déteste l'Ukraine non seulement pour son aspiration à l'indépendance mais aussi pour ses traditions révolutionnaires. Les dirigeants du Kremlin craignent que le changement systémique qui a eu lieu en Ukraine en 2014 puisse se poursuivre en Russie, et c'est une raison supplémentaire pour laquelle ils ont déclenché la guerre. Le régime de Poutine, comme la Russie du 19^e siècle, veut jouer le rôle du gendarme international. La preuve en est non seulement l'invasion de l'Ukraine, mais aussi le soutien apporté à ses régimes

frères autoritaires pour réprimer les soulèvements populaires au Belarus et au Kazakhstan.

Déjà, plus d'un million de Russes ont signé des lettres exigeant la cessation immédiate des hostilités. La même position a été adoptée par un grand nombre d'associations professionnelles - de chercheurs, d'enseignants, de médecins, de travailleurs dans le domaine des arts, d'architectes, d'éditeurs, de traducteurs, etc. Ce mouvement antiguerre de la société civile a également besoin d'un soutien international.

Le mouvement des travailleurs a toujours été fondé sur les principes de l'internationalisme et de la solidarité par-delà les frontières des États. Aujourd'hui, ces principes doivent être mis en oeuvre dans la pratique. Les déclarations générales sur un accord de paix ne suffisent pas. Nous devons appeler les choses par leur vrai nom, et prendre position sur le conflit, en nous plaçant du côté des peuples ukrainien et russe contre l'oligarchie du Kremlin, qui porte l'entière responsabilité de cette guerre, qui a déjà produit une menace d'apocalypse nucléaire pour le monde entier.

Les mouvements ouvriers et antiguerre disposent dans leur arsenal de moyens considérables pour lutter et faire preuve de solidarité, qui ont été testés dans la pratique. Maintenant, les organisations de travailleurs et la société civile doivent faire circuler des informations précises sur les causes et le caractère de cette guerre, utiliser tous les moyens disponibles pour démasquer la propagande du Kremlin et apporter tout type de soutien à l'Ukraine dans ses combats. Si l'agression n'est pas arrêtée, ce sera la plus grave défaite pour toutes les forces progressistes à l'échelle internationale. Nous ne pouvons pas le permettre.

Pour le retrait immédiat des forces militaires russes du territoire ukrainien!

Non à la guerre!

Les personnes suivantes soutiennent également ce communiqué (que vous pouvez aussi signer) :

Ron Oswald, IUTA, Suisse ; Christian Mahieux, Réseau syndical international de solidarité et de luttes, France ; Sandra Iriarte, Red sindical internacional de solidaridad et de luchas ; Herbert Claros, Rede internacional sindical de solidariedade e lutas ; Karin Pape, WIEGO, Allemagne ; Pierre Coutaz, CGT, France ; Casper Gelderblom, FNV, Pays-Bas ; Peppina Beeli, Unia, Suisse ; Frank Hoffer, Ex-officiel de l'OIT, Allemagne ; Adrian Zimmermann, Syndicom & PSS, Suisse ; Gary Herman, National Union of Journalists, Royaume Uni ; Mary Sayer, Unite, Royaume Uni ; Charlie Clutterbuck, Unite, Royaume Uni ; Tim Cuénod, PSS, Suisse ; Josef Lang, Grüne GSoA, Suisse ; Ted Stolze, Cerritos College Faculty Association / AFT 6215, États-Unis ; Peter Hall-Jones, Nouvelle Zélande ; Alessandro Pelizzari, Suisse ; Christian Koller, Suisse ; Line Rennwald, Suisse ; Hans-Peter Graf, Suisse ; Irene Rudolf, Suisse ; Richard Brand, Allemagne.

Pour le soutenir, remplir le formulaire: <https://bit.ly/3pyr6km>

LA GAUCHE FACE À L'INVASION DE L'UKRAINE: TENIR FERMEMENT LA BARRE

RAÚL ZIBECHI¹

Durant les périodes de chaos systémique, il est plus important que jamais de «tenir fermement la barre», nous disait Immanuel Wallerstein. Il faisait allusion au fait de ne pas céder à la tentation des généralisations, ni à l'universalisme, sans pour autant se laisser rattraper par les détails, avec une tendance à voir la conjoncture isolée de son contexte. En quelque sorte, il lançait un appel à un équilibre analytique, alors qu'à la complexité naturelle socio-historique s'ajoute la difficulté de «mener sa barque en eaux troubles», comme le signalait le sociologue.

UNE ABSENCE DE VALEURS COMMUNES

La gauche globale, cet amalgame contradictoire dans lequel on peut trouver des gouvernements de gauche et progressistes, des partis politiques, des mouvements sociaux et intellectuels de référence, s'est manifestée ces derniers jours de façon plus que nuancée. Nous avons assisté à plus qu'une absence d'unanimité, unanimité qui, elle, serait réellement salutaire: nous sommes face à l'absence de valeurs communes, au-delà d'un refus de la guerre quasiment généralisé et abstrait.

Les prises de position de la gauche latino-américaine reproduisent, à peu de chose près, les mêmes arguments avancés ces dernières années,

notamment depuis les débuts du processus bolivarien au Venezuela.

Ainsi, les gouvernements du Nicaragua, de Cuba et de Venezuela soutiennent directement la Russie, tout en accusant l'Occident d'appliquer deux poids deux mesures lorsqu'il ne prend pas en compte les arguments de Moscou qui se dit assiégé militairement. «Il n'est pas possible d'obtenir la paix en encerclant et en assiégeant les États», a déclaré l'ambassadeur de Cuba à l'ONU (<https://bit.ly/3KjPWff>).

La réaction du gouvernement de Bolivie, même si elle est partiellement contradictoire, a été cohérente lors de la réunion plénière de l'organisation internationale. L'ambassadeur Diego Pary a lu une partie de l'article 10 de la Constitution, qui rappelle que «la Bolivie est un État constitutionnellement pacifiste et qui refuse toute guerre d'agression ou toute menace d'agression en tant qu'instrument pour résoudre des différends et des conflits entre États». Voilà pourquoi, Pary a condamné toutes les invasions et actions unilatérales de l'histoire récente. «L'Afghanistan en est un exemple, tout comme l'Irak, la Libye, la Syrie, la Palestine et aujourd'hui, l'Ukraine», a souligné le diplomate, qui n'a ensuite pas appuyé cette déclaration avec une condamnation de l'invasion.

Le principal référent du progressisme latino-américain, Lula Da Silva, s'est limité à une condamnation d'ordre général de la guerre lors de sa visite à Mexico (<https://bt.ly.3vI4vFV>): «Vous qui gouvernez, baissez les armes, asseyez-vous à la table des négociations et trouvez une issue au problème qui vous a conduits à la guerre.» Ses propos contre l'invasion ont été

1. Raúl Zibechi est journaliste et écrivain. Il est un des initiateurs du magazine uruguayen *Brecha*.

tièdes et peu clairs, peut-être parce que le président Jair Bolsonaro, son rival principal pour les élections de novembre, a proposé une position de neutralité face à la guerre. «Nous ne prendrons pas parti, nous serons toujours neutres, et nous aiderons avec ce nous pourrons faire», a déclaré Bolsonaro, tout en contredisant son vice-président, Hamilton Mourao, qui s'est opposé, lui, à l'avancée russe en Ukraine (<https://bt.ly/3Ch31Ujtarget=>).

Pourtant, la plupart des analyses entendues ces jours-ci viennent de journalistes et d'intellectuels qui ont déployé un large éventail de couleurs et de nuances, qui sont la preuve non seulement d'une certaine diversité mais qui peuvent aussi déconcerter.

Il est faux, comme le déclare Jorge Majfud dans *Rebelión*, que la «gauche mondiale soutient Poutine»; encore moins qu'elle le ferait «pour sa réponse [de Poutine] astucieuse et puissante à l'hégémonie économique et militaire de l'Occident» (<https://bt.ly/3sIItBc>). Parmi les secteurs pro-russes de la gauche, le rejet des États-Unis est si fort qu'il étouffe tout espace qui permettrait de mettre en question ceux qui aujourd'hui agissent de façon très semblable à ce que l'empire [US] a fait durant plus d'un siècle.

Dans le journal *Página 12*, Atilio Borón ne s'est pas non plus prononcé contre l'invasion russe (<https://bt.ly/3pBxjMA>), au prétexte que «les apparences ne révèlent pas toujours l'essence des choses et ce qui, à première vue, peut sembler une chose – une invasion – vue depuis une autre perspective et en prenant en compte les données du contexte, peut être totalement différent». Il a ébauché un argument juste mais indéfendable car sa logique excuse les envahisseurs: «L'opération militaire lancée par l'Ukraine est la conséquence logique d'une situation politique injuste.»

Le journaliste Ignacio Ramonet, sur Telesur, a abondé dans le même sens de lecture (<https://bt.ly/3vE4cMg>) en le rejoignant dans sa défense de la Russie, et en soulignant la responsabilité occidentale dans la crise en refusant les garanties exigées par Moscou qui demandait «que des armes nucléaires qui mettraient en danger la sécurité de la Russie n'arriveraient pas sur le territoire de l'Ukraine».

D'une certaine façon, ce genre de positionnement, si fréquent en Amérique latine, semble avoir un rapport avec une approche qui se place hors du temps, comme l'ont souligné Santiago Alba Rico (<https://bt.ly/3sQ4NZL>), Volodymir Artiukh (<https://bt.ly/3pyziY> et notre dossier) et Rafael Sánchez Cedillo (<https://bt.ly/3HurdOd>), entre autres.

En effet, les mots d'ordre qui semblaient appropriés lors de l'invasion de l'Irak en 2003, semblent hors propos. «Tout expliquer par les États-Unis ne nous aide en rien», souligne Artiukh. Entre autres parce que dans cette période de décadence de l'hégémonie états-unienne et de chaos du système, la guerre, ou mieux encore, la force brute, est aussi utilisée par des puissances moyennes comme l'Arabie saoudite, l'Iran, la Turquie au Yémen, en Syrie ou au Kurdistan, comme le signale Alba Rico.

«L'INVASION RUSSE DE L'UKRAINE EST UN CRIME DE GUERRE GRAVE»

Noam Chomsky a été beaucoup plus clair (<https://bt.ly/3Ivdmrq>) dans une interview avec *Truthout*. Il commence par signaler que «l'invasion russe de l'Ukraine est un crime de guerre grave, comparable à l'invasion états-unienne de l'Irak et à l'invasion de la Pologne de la part de Hitler-Staline en septembre 1939, pour ne citer que deux exemples connus». Après avoir souligné que les explications ne peuvent justifier l'invasion, il détaille les

responsabilités occidentales et en particulier celles des États-Unis: «La crise a été nourrie durant vingt-cinq ans, alors que les États-Unis sous-estimaient avec mépris les inquiétudes russes en matière de sécurité, en particulier ses lignes rouges évidentes: la Géorgie et surtout l'Ukraine.»

«IL N'Y AURA PAS DE PAYSAGE APRÈS LA BATAILLE»

Du côté des mouvements populaires, le communiqué le plus clair a été celui de l'EZLN [Armée zapatiste de libération nationale] intitulé «Il n'y aura pas de paysage après la bataille». En six points brefs, il prend parti pour celles et ceux d'en bas et refuse de se placer derrière des États et derrière le capital (russe, occidental ou autre). «Il y a une force qui agresse, l'armée russe.» Il dénonce ensuite le grand capital et prend le parti des peuples de Russie et d'Ukraine. «En tant que zapatistes, nous ne soutenons ni un État ni un autre, mais ceux qui se battent pour la vie contre le système.»

L'EZLN dénonce ensuite ceux qui croient qu'il y a de bonnes et de mauvaises invasions, il critique le rôle des grands médias et enfin, il apporte son soutien à ceux qui en bas résistent en Ukraine et manifestent en Russie. «Il faut arrêter tout de suite la guerre. Si l'escalade continue, comme cela est à prévoir, il n'y aura plus personne pour raconter le paysage après la bataille», conclut le texte signé par les commandants Moisés et Galeano.

Après avoir lu et écouté de nombreuses analyses sur l'invasion russe, de multiples questions fusent: est-il si difficile de prendre une position de principe contre la guerre et contre l'agresseur? Chaque déclaration et chaque analyse doit-elle placer en préambule l'«ennemi principal» [les USA] et l'«ennemi secondaire»? Cette politique n'est-elle pas celle

que refusent les féministes lorsqu'elles nous disent qu'il n'y a pas une première bataille (la révolution socialiste) et qu'ensuite celle-ci résoudra les autres contradictions?

C'est dans les moments les plus durs et complexes que l'éthique est mise à l'épreuve. Lorsque avoir comme ligne de conduite ce qui est correct, et non ce qui convient, est un effort aussi nécessaire que fatiguant et qui, en plus, ne paye pas dans les médias.

Une politique sans éthique, guidée par des calculs, nous conduit toujours dans une voie sans issue: à nous battre pour reproduire les mêmes oppressions que nous combattions.

Dans son dernier «Comentario», à sa façon, Wallerstein nous a laissé un héritage, quelques jours avant sa mort, une de ces phrases qu'il faut digérer lentement. Connaissant son parcours, je suis sûr qu'il a beaucoup appris des peuples auprès desquels il s'est engagé: «Ce que pourront faire ceux qui vivront dans l'avenir, c'est se battre contre eux-mêmes pour que ce changement soit enfin un vrai changement.»

5 MARS 2022

Publié dans *El Salto* (les intertitres sont de la rédaction)

Traduction Mariana Sanchez

LE POUVOIR RUSSE SE PRÉPARE À COMBATTRE JUSQU'AU DERNIER SOLDAT

MOUVEMENT SOCIALISTE DE RUSSIE

Des manifestations antiguerre se sont déroulées le dimanche 6 mars dans de nombreuses villes de Russie, Moscou et Saint-Petersbourg, mais aussi en Sibérie, à Tomsk, Novosibirsk, à Krasnoïarsk et Nijniy Novgorod. Toute la journée, le canal Telegram du Mouvement socialiste de Russie en a rendu compte. À l'issue de cette journée de courageuses mobilisations, il a publié le communiqué suivant.

Le pouvoir s'est bien préparé aux meetings actuels. L'arsenal des lois répressives s'est enrichi hier d'un nouveau paquet d'amendements aux codes administratifs et pénal. Discréditer les actions militaires et répandre des «fake» (même sur des affiches) peut coûter aux protestataires jusqu'à 5 millions de roubles et jusqu'à quinze ans de privation de liberté. Ont été bloqués *Dojd'*, *Eho Moskvu*, *Republic Mediazona*, *Activatica* et autres sites. Les sources d'information ont été nettoyées jusqu'à être presque complètement stérilisées. La police ne s'est pas gênée dans ses actions, tabassant les détenus et utilisant des tasers. Dans de nombreuses villes, on a vu des agents de sécurité en civil utiliser des moyens les plus brutaux, sans craindre d'être punis. Cela montre combien le pouvoir a conscience de la fragilité de sa situation. Mais la répression n'aidera pas le pouvoir à résoudre la crise qu'il a créée. Au contraire, la volonté de résistance ne fera que croître en réponse à l'effondrement de l'économie à venir.

Des dizaines de milliers de gens sont sortis dans les rues de 56 villes. Ils n'ont pas été stoppés par les arrestations des activistes, le climat de panique et la férocité de la police. Les pouvoirs russes nous ont logiquement privés de notre subjectivité politique : ils ont accaparé les rues, les élections, les médias, mais nous ne nous rendrons pas. Nous savons que nous faisons l'histoire, nous qui créons ce monde, ses idées et sa chair, même si le capital et l'État essaient de démontrer le contraire. Nous savons aussi que la protestation de rue est la part principale de toute résistance, car elle nous aide à nous connaître l'un l'autre. Le pouvoir nous force à l'anonymat et au silence sur les réseaux sociaux. Ils mentent en essayant de prouver que nous sommes peu nombreux. Mais, en fait, nous remplissons les rues et eux sont dans leurs ministères isolés.

Cette journée est presque terminée mais la lutte ne fait que commencer. Unissons-nous et travaillons ensemble. Le combat pour la paix ce n'est pas seulement des meetings mais aussi un travail routinier de tous les jours que nous devons faire ensemble. Rejoignez-nous, écrivez à [@rsd_organizer_bot](#) par Telegram. Lisez nos documents sur les formes accessibles de protestation : tracts, arrêts de travail contre la guerre, cartes.

Le pouvoir russe se prépare à combattre jusqu'au dernier soldat. S'opposer à lui, c'est sauver la vie non seulement des Russes et des Ukrainiens mais des habitants du monde entier.

6 MARS 2022

Traduit par Irène Paillard

« LE PACIFISME N'EST PAS UNE OPTION »

ENTRETIEN D'ÉTIENNE BALIBAR AVEC MATHIEU DEJEAN¹

L'invasion russe en Ukraine a fait resurgir des mots du passé, sans qu'on sache s'ils correspondent vraiment à la situation présente : guerre froide, guerre mondiale, guerre impérialiste. Quelle guerre a commencé selon vous ?

Ce n'est pas une question facile, car je ne suis à aucun degré un expert militaire ou géostratégique. Mais, comme beaucoup de gens de ma génération, et même de générations plus récentes, je considère que tous les événements politiques qui se produisent en Europe et dans le monde, et qui mettent en cause des questions aussi vitales que la guerre et la paix, la démocratie et la dictature, sont incontournables.

Quand on est un citoyen européen et qu'on fait profession de réfléchir sur le monde dans lequel on vit, on ne peut pas se cacher derrière son incompetence.

Ma réponse, donc, c'est que c'est une guerre européenne. Non seulement parce qu'elle se produit dans un territoire dont on peut considérer qu'il appartient à l'Europe ou à sa frontière, mais parce que c'est une guerre qui se produit à l'intérieur de l'ensemble historique, culturel et politique que nous appelons l'Europe. Et cet ensemble inclut la Russie.

Ce n'est pas une guerre entre l'Europe et une puissance qui serait extérieure par définition. C'est une guerre qui se produit à l'intérieur de notre espace européen. Cela ne veut pas dire que la Russie et son régime actuel, une sorte de «pétro-oligarchie» autocratique, ultramilitarisée et de plus en plus policière,

nostalgique de l'empire russe, ne sont pas l'ennemi du moment. Ils sont l'ennemi des Ukrainiens, et par voie de conséquence, l'ennemi de tous ceux qui considèrent, comme moi, que la priorité est de soutenir leur résistance.

Mais il est très important de considérer, contre une certaine évidence, que ce n'est pas une guerre entre l'Europe, réduite à la «petite Europe», et une puissance qui serait extérieure par définition. Entre «nous» et «eux». C'est une guerre qui se produit à l'intérieur de notre espace européen, mais qui pourrait encore s'élargir, c'est un risque évident.

Comment définissez-vous cet espace européen ? Quelles sont ses limites ?

Cela suppose qu'on se donne une définition large de l'espace européen. Je pense à ce que Gorbatchev avait appelé la «maison commune». J'ai aussi en tête le célèbre livre de Keynes publié au lendemain de la Première Guerre mondiale : *Les conséquences économiques de la paix* (1919).

Dans ce livre, il y a des thèmes de Keynes qui allaient contre des évidences : par exemple, l'idée que si l'on cherchait à écraser les Allemands, cela nous retomberait sur le nez. Et il disait à ses lecteurs, en substance : «Cela vous étonnera qu'un Anglais se dise aussi concerné par ce qui se passe en Europe, mais je me sens européen.» Il faut une définition ouverte de l'Europe, conformément à son histoire.

C'est pourquoi je dis que la Russie fait partie de l'Europe, comme l'Angleterre ou la Turquie. L'Europe historique est divisée, parfois violemment, par des frontières internes, mais elle n'a pas à proprement parler de frontières externes, ni vers le sud,

1. Avec l'aimable autorisation d'Étienne Balibar et de Mathieu Dejean.

ni vers l'ouest, ni vers l'est, sauf au sens de zones de contact avec d'autres civilisations.

Vous incluez la Russie, mais dans son discours du 21 février 2022 annonçant son offensive, Vladimir Poutine est allé jusqu'à nier l'existence même de l'Ukraine. Son impérialisme agressif ne freine-t-il pas cette vision de l'Europe?

Poutine revient de façon obsessionnelle sur quelque chose qui ne peut que me frapper, car, dans ma mémoire, il y a aussi toute l'histoire du communisme. C'est l'idée que le responsable, c'est Lénine, qui a commis une faute irréparable en acceptant au moment de la fondation de l'Union soviétique, en 1922, au sortir de la guerre civile, qu'une entité nationale, appelée Ukraine, constitue une république autonome à l'intérieur de l'URSS.

Poutine dit que Lénine a fait une concession désastreuse au nationalisme ukrainien, et que si cela n'avait pas été le cas, au moment de la chute de l'Union soviétique, il n'y aurait pas eu d'indépendance de l'Ukraine, puisque les terres ukrainiennes auraient été considérées par les habitants eux-mêmes comme faisant partie de la Russie. Cela revient à prendre position pour Staline, contre Lénine.

L'impératif immédiat, c'est d'aider les Ukrainiens à résister. Ne rejouons pas la «non-intervention».

Évidemment, je pense que Lénine avait raison dans la fameuse «question des nationalités». Il était obsédé par ce qu'il appelait le «chauvinisme grand-russe». Mais la suite a prouvé que les nationalismes, grands et petits, ne demandaient qu'à ressortir à la faveur des guerres, des crises et des génocides.

Il y a des racines encore plus anciennes, dans l'histoire de l'Empire russe et des autres empires européens, mais je crois en effet que ce qui arrive aujourd'hui vient pour une part essentielle de la grande division de l'Europe à la fin de la Première

Guerre mondiale et après la révolution russe, suivie bien entendu du nazisme et de la guerre froide.

La conclusion que j'en tire, pour proposer des perspectives, c'est que l'objectif doit être une recomposition de l'Europe, dans l'intérêt des Russes, des Ukrainiens et du nôtre, où la question des nations et des nationalités soit repensée de fond en comble.

Je ne dis pas qu'il faut revenir à 1920. Mais il faut se donner cette longue trajectoire des divisions internes de l'Europe pour essayer de penser à son avenir collectif. Et cela commande en partie ce que nous devons faire en ce moment, et comment nous devons le faire.

La réponse actuelle de l'Union européenne à cette guerre vous semble-t-elle à la hauteur? Craignez-vous l'escalade militaire?

Je crains terriblement l'escalade militaire, y compris nucléaire. C'est terrifiant et, visiblement, ce n'est pas exclu. Mais le pacifisme n'est pas une option. L'impératif immédiat, c'est d'aider les Ukrainiens à résister. Ne rejouons pas la «non-intervention». L'Union européenne est de toute façon déjà impliquée dans la guerre. Même si elle n'envoie pas de troupes, elle livre des armes – et je pense qu'elle a raison de le faire. C'est une forme d'intervention.

Deuxièmement, les armées européennes sont en état d'alerte, elles envoient des détachements à la frontière. On ne peut pas savoir ce qui se passera si les armées russes y arrivent à leur tour. Et troisièmement, dans le cadre occidental, l'Union européenne prend des «sanctions» économiques qui, si elles doivent être efficaces, sont une façon «hybride» de faire la guerre, et peuvent entraîner des ripostes de la part des Russes.

La grande inconnue, c'est ce que feront alors les Chinois, mais tout semble indiquer que, s'ils voient certains avantages à ce que les Russes sèment le

trouble dans le monde occidental, ils ne sont pas disposés à les suivre n'importe où. Les Chinois ne raisonnent pas en termes de «camps». Est-ce qu'ils ont des moyens de faire réfléchir Poutine? C'est moins évident.

Pour revenir à votre question, Noam Chomsky a dit ces jours-ci qu'il fallait soutenir les Ukrainiens, mais en laissant à Poutine une porte de sortie, et qu'il ne fallait pas que ces sanctions économiques entraînent des réactions excessives de la part des Russes. Avec tout le respect que j'ai pour lui, je crois qu'il se trompe.

Si l'on veut forcer Poutine à reculer, il faut que les coups portés soient forts. Mais il est tout à fait vrai que les sanctions économiques sont à double tranchant, et que les Européens risquent d'en souffrir, en termes de livraisons de gaz, de pétrole et de blé. L'inflation va galoper. Peut-être même y a-t-il un «risque systémique» pour les finances mondiales.

Poutine s'est mis dans une position de tout ou rien. C'est bien ce qui fait peur.

D'une façon générale, on est pour très longtemps sous le signe du risque. On ne peut pas à la fois intervenir dans la guerre qu'a déclenchée Poutine, sous diverses formes, et croire que cela ne coûtera rien ou ne comporte aucun risque.

L'impératif, je le répète, est d'abord de soutenir les Ukrainiens. Je ne veux donc pas ouvrir de porte de sortie à Poutine. Lui-même, d'ailleurs, n'en veut pas. Il s'est mis dans une position de tout ou rien. C'est bien ce qui fait peur.

Poutine a brandi une prétendue menace de l'OTAN pour justifier sa guerre, comme si elle était le produit de rivalités inter-impérialistes avec les États-Unis. Comment sortir du «campisme» qu'il alimente, et qu'on voit malgré tout se recomposer à l'occasion de cette guerre?

Je fais partie de ceux qui pensent que l'OTAN aurait dû disparaître à la fin de la guerre froide, en même temps que le pacte de Varsovie. À cette époque, l'Occident a pensé qu'ayant gagné la guerre des «systèmes», il fallait qu'il engrange les fruits de cette victoire sur tous les terrains: économique, idéologique, militaire. Parmi les choses qu'il a gardées, il y a l'OTAN, qui avait des fonctions externes, mais aussi et peut-être surtout celle de discipliner, pour ne pas dire domestiquer le camp occidental.

Tout cela est certes lié à un impérialisme: l'OTAN fait partie des instruments qui garantissent que l'Europe au sens large ne dispose pas d'une véritable autonomie géopolitique par rapport à l'empire américain. C'est une des raisons du maintien de l'OTAN au-delà de la guerre froide. Et les conséquences en ont été catastrophiques pour le monde entier. L'OTAN a consolidé les dictatures dans sa propre zone d'influence, couvert ou toléré toutes sortes de guerres, dont certaines affreusement meurtrières, comportant des crimes contre l'humanité. Ce qui se passe en ce moment ne me fait pas changer d'avis sur ce point.

Cependant, l'agressivité russe est bien réelle, et pour les citoyens des pays baltes, par exemple, la seule protection, apparemment, c'est l'OTAN. Ils ont 30 ou 40 % de russophones. L'empire russe a toujours voulu l'accès à la mer, au nord et au sud, et Riga peut tout à fait craindre le sort de la Crimée. La Pologne, c'est peut-être déjà un autre problème, où entre une grande part de nationalisme héréditaire, en même temps que le traumatisme du pacte germano-soviétique...

Le mieux serait que l'Europe soit suffisamment forte pour protéger son propre territoire, et qu'on dispose d'un système de sécurité international

effectif – c'est-à-dire l'ONU démocratiquement renouvelée, libérée du droit de veto des membres permanents.

Or, plus l'OTAN monte comme système de sécurité, plus les Nations unies descendent. Au Kosovo, en Libye et surtout en Irak en 2003, l'objectif des États-Unis et de l'OTAN dans leur foulée a été de casser les capacités de médiation, de proposition, de règlement et de justice internationale des Nations unies.

Si l'on se pose la question des garanties que des peuples peuvent avoir contre des agressions, l'OTAN est le dernier bâton auquel ils peuvent se raccrocher dans certains cas. Mais ce n'est pas l'idéal, c'est le moins qu'on puisse dire. Car, avec la «protection» de l'OTAN arrive l'incorporation au conflit stratégique des impérialismes mondiaux.

Pour revenir à la question, je pense que c'est évidemment un prétexte de la part de Poutine. Ce n'est pas une agression de l'OTAN qui a poussé Poutine à la guerre. Mais qu'il y ait eu depuis 1991 une politique systématique de grignotage de positions autour de la Russie, il suffit de regarder la carte pour comprendre que c'est vrai.

Depuis le début de la guerre, non seulement les Ukrainiens résistent, mais des Russes manifestent et leur témoignent de leur solidarité en prenant de grands risques. Le peuple russe peut-il contribuer à faire reculer Poutine?

Oui, et je tiens beaucoup à cette idée. Si l'on pose la question sous la forme : qu'est-ce qui peut arrêter Poutine? la première réponse, c'est : le peuple ukrainien, à condition d'être aidé. Mais la seconde réponse, c'est : le peuple russe, malgré la violence de l'appareil répressif auquel il est soumis.

Je ne sais pas si l'on peut dire que la majorité du peuple russe préférerait la démocratie au système

actuel, mais des éléments vont dans ce sens. Je pense d'ailleurs que Poutine craignait que l'esprit démocratique gagne du terrain en Ukraine, dans un espace culturel et politique qui est entrelacé de toutes les façons possibles avec la Russie et qui souffre en partie des mêmes problèmes de corruption

Souvenons-nous aussi des manifestations contre Poutine, lorsqu'il a été réélu en 2012, largement mais en ayant peut-être truqué les résultats. Il y a une opinion publique en Russie, même si je n'exclus pas que beaucoup de gens adhèrent à son discours de restauration de la grandeur russe passée, notamment sous l'influence de l'Église orthodoxe. Pour la mythologie fascisante du continent «eurasiatique» dominé par les Slaves, cela me semble beaucoup moins sûr.

Il y a enfin un autre élément auquel je m'accroche : c'est qu'il ne faut pas considérer séparément le peuple russe et l'armée russe.

Dans l'armée russe, il y a une part de professionnels, des «unités spéciales» dont on peut attendre le pire, comme elles l'ont déjà prouvé ailleurs, mais il y a aussi des conscrits, et derrière eux, il y a leurs familles. À l'époque de la guerre en Tchétchénie, les mères des soldats russes étaient sorties de chez elles pour protester. Il y a donc un grand point d'interrogation : quelles ondes de découragement et de contestation politique peuvent se diffuser à l'intérieur de la société russe, à partir du foyer de la guerre?

L'objectif, à terme, n'est pas seulement que Poutine recule, c'est que son peuple se débarrasse de lui.

Évidemment, c'est ma vieille culture marxiste : Engels avait soutenu qu'avec les armées de conscription, le prolétariat était dans l'armée et se dresserait contre les guerres. Il est apparu que c'était très idéaliste, mais il y a des exemples de résistance au moins passive des soldats aux guerres qu'on veut leur faire faire.

J'en reviens à mes spéculations du début: une armée russe a envahi l'Ukraine, mais quel est le peuple qui est derrière cette armée? La question devient donc: quels sont nos moyens de les aider, eux aussi? Certainement pas de les isoler, de dresser un rideau de fer moral entre eux et nous... C'est mon côté internationaliste.

La solution au conflit passera donc en partie par l'internationalisme?

Il est difficile d'être internationaliste quand le nationalisme triomphe, mais il y a une petite brèche par où l'internationalisme s'infiltrer: c'est la solidarité avec les peuples, qui sont d'un côté et de l'autre du champ de bataille. Cela me paraît d'autant plus vital que nous avons chez nous nos propres nationalistes ou «souverainistes», subventionnés ou inspirés par Poutine. Eux aussi forment paradoxalement une sorte d'Internationale.

Mais mon obsession du moment, c'est de savoir comment pratiquer l'unité des contraires: faire la guerre à l'armée russe et à Poutine, puisqu'il nous l'impose, et penser un au-delà de cette guerre, qui n'est pas la reconstitution des blocs. L'objectif, à terme, n'est pas seulement que Poutine recule. Il y a un objectif politiquement plus intéressant: c'est que son peuple se débarrasse de lui.

Et un autre encore plus ambitieux: inventer la grande Europe multilingue, multiculturelle, ouverte sur le monde. Ne pas faire de la militarisation de l'Union européenne, si inévitable qu'elle paraisse à court terme, le sens de notre avenir. Éviter le «choc des civilisations», dont nous serions l'épicentre.

8 MARS 2022

Publié dans *Mediapart*, www.mediapart.fr/journal/culture-idees/070322/etienne-balibar-le-pacifisme-n-est-pas-une-option



MOBILISATION MONDIALE CONTRE LA GUERRE

25 FÉVRIER-1^{ER} MARS

GAUDELouPE

Sur la place de la mairie de Baie-Mahault, lundi 28 février, Russes et Ukrainien·nes vivant en Guadeloupe se sont rassemblé·es et disent vouloir la paix.

EUSKADI

Des centaines d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens résidant en Euskadi ainsi que des milliers de personnes venues les soutenir avaient manifesté dès le 27 février à Bilbao, Donostia, Gasteiz et Bayonne pour dénoncer l'invasion de l'Ukraine et exiger la paix à l'appel de l'association Ucraina-Euskadi. Le lendemain, 7000 personnes ont manifesté de nouveau à Bilbao, ainsi qu'à Vitoria et Donostia, à l'appel de cette même association, pour demander davantage de sanctions contre Poutine.

BRÉSIL

Des manifestants se sont rassemblés à São Paulo sur l'avenue Paulista, en début d'après-midi ce vendredi 25 février pour appeler à la fin de l'invasion russe en Ukraine, en présence des représentants des communautés ukrainienne, russe, polonaise et géorgienne. Les membres du syndicat CSP-Conlutas étaient présents.

ARGENTINE

Le 25 février, environ 2000 membres de l'importante communauté ukrainienne d'Argentine ont défilé à Buenos Aires pour exiger le retrait des forces russes.

CATALOGNE

À l'appel de la plate-forme «Aturem la guerra» (Arrêtons la guerre, voir le manifeste dans ce volume), rassemblant une quarantaine d'associations, organisations et syndicats, plus de 4000 personnes ont participé à une manifestation à Barcelone le 1^{er} mars, qui s'est déroulée sous le mot d'ordre «Non à la guerre». Ce slogan était celui des mobilisations contre l'invasion de l'Irak, en 2003, qui avaient rassemblé jusqu'à un demi-million

de Barcelonaises et Barcelonais. David Fernández, ancien député de la CUP, au nom des organisateurs, a condamné l'attaque russe, exprimé sa solidarité avec l'Ukraine et dénoncé les ventes d'armes. Des rassemblements avaient eu lieu toute la semaine à l'appel des associations de maires catalanes ainsi qu'à l'appel des communautés ukrainiennes. Une centaine de réfugié·es sont arrivé·es en Catalogne à ce jour.

GÉORGIE

Pendant quatre jours consécutifs, l'avenue Rustaveli de Tbilissi a vu des manifestations de solidarité pour l'Ukraine. Ce soir-là quelque 30000 personnes étaient présentes.

GRANDE-BRETAGNE

Des centaines de personnes se sont rassemblées devant le Cabinet Office à Westminster à Londres pour protester contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie, tenant des pancartes avec des messages tels que «Arrêtez Poutine, arrêtez la guerre» et affichant leur soutien au peuple ukrainien.

IRAN

À Téhéran, un petit rassemblement de protestation s'est tenu devant l'ambassade d'Ukraine où les gens ont scandé «Mort à Poutine», selon des vidéos amateurs mises en ligne. Certains portaient des bougies et le drapeau ukrainien.

AUTRICHE

Environ 3000 personnes se sont rassemblées à Vienne, avec des pancartes indiquant «Arrêtez la guerre» et des discours de la communauté ukrainienne autrichienne ont été prononcés.

ÉTATS-UNIS

Des étudiants ukrainiens de la Michigan Tech University ont manifesté en faveur de leur pays. Adelina Oronoba, originaire de l'est de l'Ukraine, près de la frontière russe a

déclaré «Nous nous battons pour le monde entier, pour la démocratie».

2 MARS

RUSSIE

Des images déchirantes montrent cinq jeunes enfants russes arrêtés pour avoir protesté contre l'invasion de l'Ukraine. Les images montrent des enfants d'âge scolaire à l'arrière d'un fourgon de police à Moscou après avoir participé à des manifestations contre la guerre. Les enfants ont été détenus alors qu'ils seraient allés déposer des fleurs à l'ambassade ukrainienne de la ville.

INDE

Une chaîne humaine devant le National Press Club exigeant la fin de la guerre a été organisée à New Delhi. Plusieurs ressortissants ukrainiens ont également participé à la manifestation. Ils se sont rassemblés avec des affiches sur lesquelles on pouvait lire «Non à la guerre, paix en Ukraine».

CORÉE DU SUD

Des étudiants se sont rassemblés à l'Université nationale Pukyong de Busan le 2 mars 2022, appelant la Russie à arrêter la guerre contre l'Ukraine.

THAÏLANDE

Des manifestant·es antiguerre, russes et ukrainien·nes, se sont rassemblé·es à Patong Beach pour une nouvelle protestation pacifique, demandant à la Russie de retirer ses troupes d'Ukraine. Les manifestant·es portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire «Stop Putin, Stop War», «Hands off Ukraine».

INDE

Un groupe d'environ 100 touristes russes et ukrainiens ont manifesté sur la plage d'Arambol, à Goa, leur solidarité avec le peuple ukrainien. Certains avaient des pancartes disant «Arrêtez la guerre». Goa est

une destination populaire pour les touristes russes et ukrainiens.

FRANCE

Environ 300 personnes se sont rassemblées devant l'hôtel de ville de Lannion, pour exprimer leur soutien au peuple ukrainien. Le 24 février, la municipalité de Lille, jumelée à la ville ukrainienne de Kharkiv depuis les années 1970, a décidé de changer le nom du pont de Kharkov en pont de Kharkiv. Une nouvelle plaque a été apposée à l'entrée du pont. Les étudiants et le personnel du campus Moulins de l'université de Lille se sont réunis en nombre, ce mardi midi, pour une mobilisation de solidarité envers le peuple ukrainien. 180 personnes se sont rassemblées ce mercredi après-midi, place Roger-Salengro à Anzin, commune de la banlieue de Valenciennes. Le soir même, plus de 200 personnes s'étaient rassemblées au pied de l'hôtel de ville de Cambrai, en soutien au peuple ukrainien, à l'appel de la Ligue des droits de l'homme. À Limoges, environ 400 personnes ont manifesté en soirée en soutien à l'Ukraine. À Angers, près de 400 personnes ont répondu présents à l'appel du Mouvement de la paix, place du Ralliement. À Pau, une nouvelle manifestation en soutien à l'Ukraine a rassemblé 250 personnes.

RUSSIE

La police de Saint-Petersbourg, ville natale de Poutine, a violemment dispersé des manifestants et arrêté une centaine de personnes, a déclaré un journaliste de l'AFP présent sur les lieux.

ÉTATS-UNIS

Des centaines de personnes se sont rassemblées à Richland pour une manifestation antiguerre et pro-Ukraine. À Boston, des milliers de personnes se sont rassemblées au Boston Public Garden pour manifester leur solidarité avec l'Ukraine. La foule, vêtue de jaune et de bleu pour symboliser le drapeau ukrainien, a défilé dans les rues de Newbury et de Boylston en scandant des slogans et en portant des pancartes antiguerre.

3 MARS

ALLEMAGNE

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées dans les rues de Munich pour la paix et la solidarité avec l'Ukraine. La police a compté jusqu'à 45 000 participant·es sur la Königsplatz au centre de la ville. Des étudiants russes d'universités allemandes ont publié une lettre ouverte au gouvernement et à la société allemande. Dans la lettre, ils expriment leur soutien aux Ukrainiens : « Vous faites face à une catastrophe qui nous semblait à tous impensable au 21^e siècle. Il ne peut y avoir aucune justification à cette guerre ». Ils expriment également leur solidarité avec les Russes qui risquent leur vie et leur liberté en se joignant à des manifestations antiguerre dans les rues et les places russes.

RUSSIE

Des citoyens russes ont brûlé leur passeport en public, au milieu des acclamations des spectateurs, en signe de protestation contre les actions de la Russie en Ukraine.

5 MARS

PLANÈTE

Environ 120 manifestations ont réuni 42 000 personnes dans des villes de France. À Paris même, quelque 16 000 personnes étaient présentes. En Finistère, ils étaient plus de 40 000 personnes à manifester pour dire : « Non » à la guerre en Ukraine, 3 000 à Brest, une centaine à Carhaix, plus de 500 à Pont-l'Abbé et près de 200 à Concarneau. 200 à 300 personnes se sont rassemblées sur le parvis des Droits de l'homme à Bordeaux. Plus de 300 personnes se sont réunies samedi 5 mars devant la mairie de Bayonne pour demander le cessez-le-feu et encourager la collecte de dons.

La plus importante manifestation de samedi a eu lieu le matin en Suisse à Zurich avec 40 000 personnes. Également, environ 3 500 personnes ont manifesté à Genève, 1 500 à Saint-Gall et 1 000 à Berne. Des centaines de personnes – dont beaucoup ont des proches

en Ukraine – se sont rassemblées à Trafalgar Square à Londres pour protester contre la guerre. De même à Belfast.

Environ 30 000 manifestants se sont rassemblés à Hambourg pour manifester contre l'invasion russe de l'Ukraine.

Dans le centre de Rome, syndicats et organisations se sont rassemblés dans un grand « cortège de la paix », manifestant contre Poutine mais aussi contre l'OTAN.

Dans la capitale portugaise, Lisbonne, des manifestants ont formé une chaîne humaine reliant les ambassades qui siègent au Conseil de sécurité de l'ONU et ont exigé la fin de la guerre.

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées samedi sur la place centrale Ban Josip Jelačić de Zagreb pour exprimer leur solidarité avec l'Ukraine.

À Santiago, au Chili, une manifestation antiguerre a eu lieu devant l'ambassade de Russie.

Des membres de la communauté ukrainienne ont également manifesté devant l'ambassade de Russie en Colombie dans sa capitale, Bogotá.

Des milliers de personnes ont manifesté leur soutien à l'Ukraine à Vancouver au Canada.

Aux États-Unis, un rassemblement antiguerre a eu lieu samedi à Bayfront Park, dans le centre-ville de Miami. À New York, des milliers de manifestants antiguerre se sont rassemblés.

Des milliers de personnes ont défilé dans le centre de Tokyo. Le rassemblement était organisé par le groupe civique Stand With Ukraine Japan.

En Malaisie, près de 100 Ukrainiens et citoyens du pays se sont rassemblés dans le centre de la capitale, Kuala Lumpur. De même dans la capitale thaïlandaise, Bangkok, une centaine de personnes se sont rassemblées dans un parc.

UKRAINE

À Kherson, première ville tombée aux mains de l'armée russe le 2 mars, des milliers de personnes ont manifesté pacifiquement contre l'occupant. Les manifestant·es brandissaient des drapeaux ukrainiens et

chantaient. L'un des manifestants a sauté sur un véhicule blindé russe, brandissant un drapeau ukrainien.

RUSSIE

Le groupe russe indépendant de défense des droits de l'homme OVD-Info rapporte que plus de 8000 personnes ont été arrêtées lors de manifestations antiguerre à travers le pays depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine la semaine dernière. Une vidéo publiée sur les réseaux sociaux montre un manifestant sur une place de la ville extrême-orientale de Khabarovsk criant: «Non à la guerre, comment n'avez-vous pas honte», avant que deux policiers ne l'arrêtent.

KAZAKHSTAN

Environ 2000 personnes ont participé à une manifestation contre la guerre dans la plus grande ville Almaty, selon des vidéos publiées sur les réseaux sociaux.

RUSSIE

OVD-Info indique que plus de 7500 arrestations ont été effectuées dans 56 villes, dont la ville portuaire du Pacifique de Vladivostok et la ville sibérienne d'Irkoutsk, lors de rassemblements antiguerre ce week-end. Des dizaines de manifestant-es dans la ville d'Ekaterinbourg, à l'est des montagnes de l'Oural, ont été arrêtées. Le ministère russe de l'intérieur a déclaré que la police avait arrêté environ 3500 personnes, dont 1700 à Moscou, 750 à Saint-Petersbourg et 1061 dans d'autres villes.

CHRONIQUE DE QUELQUES ÉVÉNEMENTS COURANTS

2 MARS

RUSSIE

«Nous ne pouvons pas parler, nous ne voulons pas mentir.» La radio Serebrianny Dojd annonce qu'elle cesse la plupart de ses émissions pour ne garder que de la musique et de courts flashes info: «C'est tout ce que nous pouvons faire.»

3 MARS

RUSSIE

Dans une lettre ouverte, les professionnels de l'édition russe exigent la fin de la guerre. Par ailleurs, l'Association des éditeurs et des libraires géorgiens ont condamné l'attaque contre l'Ukraine.

4 MARS

DETTE

Des citoyennes et de citoyens d'Ukraine demandent l'annulation de la dette ukrainienne (125 milliards de dollars). www.openpetition.eu/petition/online/people-around-the-world-demand-imf-to-cancel-ukraines-unjust-debt#petition-main.

EUSKADI

Des nombreux chauffeurs routiers ukrainiens qui travaillent en Euskadi ont décidé de partir pour leur pays, ce qui paralyse un certain nombre d'entreprises de transport basques. L'Ukraine est la 13e destination des exportations basques (251 millions par an), ce qui fait craindre un lourd impact économique.

5 MARS

RUSSIE

Selon le Center for Defence Strategies ukrainien,

«Poutine est déjà devenu un insupportable fardeau pour la majorité de la population russe et, surtout, pour les élites supérieures du pays, qui ont profité des décennies de stabilité et d'opportunités pour faire de l'argent».

6 MARS

RUSSIE

Vitali Ziusko, éditeur et fondateur de la maison d'édition de livres jeunesse russe KompasGuide, a signé avec d'autres éditeurs indépendants une pétition de protestation dont voici un extrait: «Nous, éditeurs de livres russes, protestons contre la guerre déclenchée par les autorités de la Fédération de Russie en Ukraine. La guerre doit être arrêtée immédiatement et les initiateurs et les participants à l'agression militaire doivent être dépouillés de leurs grades et de leurs rangs et traduits en justice.» Vitali ajoute: «La littérature jeunesse doit pouvoir parler honnêtement mais aujourd'hui en Russie avec la propagande cela devient impossible. L'avenir des éditeurs indépendants russes semble bien sombre.»

UKRAINE

Selon le *Kyiv Independent*, le journal ukrainien en ligne de langue anglaise, 3 000 anciens combattants américains se seraient portés volontaires pour aller combattre dans le bataillon international que souhaite organiser le gouvernement ukrainien (voir <https://fightforua.org/>).

Cent mille Ukrainiens ont rejoint les Forces de défense territoriales.

Selon *The New Voice of Ukraine* (<https://english.nv.ua/>), les autorités russes des territoires ukrainiens occupés, envisageraient d'enrôler de force «des citoyens ukrainiens ayant des passeports russes» dans les unités des 1^{re} et 2^e armées qui pourraient participer à l'assaut de Kiev et d'Odessa.

GRANDE-BRETAGNE

Des travailleurs refusent de décharger du pétrole russe d'un navire battant pavillon allemand amarré dans une grande raffinerie de pétrole britannique. Sharon Graham, secrétaire générale d'Unite, a déclaré avoir

informé le port que «les travailleurs ne déchargeront en aucun cas du pétrole russe, quelle que soit la nationalité du navire qui le livre».

GUERRE

Une douzaine de prisonniers de guerre russes ont participé à une conférence de presse organisée par une agence de presse ukrainienne. Ils ont expliqué avoir été capturés après que leurs colonnes blindées aient été prises en embuscade. Parmi les prisonniers, le lieutenant Dmitry Kovalensky, membre d'une unité de chars, a déclaré qu'il avait essuyé le feu d'un drone armé et de missiles antichars sur une route près de Soumy dans le nord-est de l'Ukraine. «Ils [les Russes] ont beaucoup de chars, nous avons beaucoup d'armes antichars», a ajouté Yarantsev, enrôlé dans groupe de volontaires ukrainiens. Les prisonniers ont exprimé des condamnations contre les dirigeants de leur propre pays et donné des détails sur les premiers moments du conflit.

7 MARS

BRÉSIL

Selon le syndicat brésilien CSP-Conlutas, «le gouvernement Bolsonaro profite de la guerre en Ukraine pour étendre sa guerre privée contre les peuples indigènes et leurs territoires. C'est ce que dénoncent plusieurs organisations et mouvements de défense des peuples d'origine, face aux déclarations et actions gouvernementales de Bolsonaro ces derniers jours. Cette semaine, Bolsonaro a affirmé qu'avec la guerre, le Brésil court le risque de souffrir d'une pénurie d'engrais importés de Russie, par l'agrobusiness brésilien, et que la solution à ce problème serait la libération des terres indigènes. Cette revendication est contestée par des experts et des organisations réaffirment que ce projet serait dévastateur pour l'environnement et les peuples indigènes.»

TOURS

Parmi les innombrables initiatives de solidarité, citons celle de l'association Solidarité internationale, basée à Saint-Avertin (37) qui a pris contact avec les

Ukrainiens-nes de Tours qui, dans l'urgence, se sont organisés en association. Les initiatives diverses se multiplient à Saint-Avertin. 50 matelas médicaux et de nombreuses promesses de dons ont été, entre autres, réunis. L'acheminement se fera via la Pologne et la Roumanie grâce aux contacts que Solidarité internationale a acquis par ses activités passées.

RUSSIE

Démission du chef d'orchestre Tugan Sokhiev de la direction musicale du Bolchoï. Démission du chef d'orchestre Vassily Petrenko de la direction de l'Orchestre

symphonique de la fédération de Russie pour protester contre la guerre et à présent. Démission de Thomas Sanderling de la direction de l'orchestre philharmonique de Novossibirsk: «Suite à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, et en particulier aux violents bombardements des villes ukrainiennes et à la montée du totalitarisme en Russie, j'ai malheureusement ressenti le besoin de démissionner du poste de chef d'orchestre et directeur artistique de l'Orchestre philharmonique de Novossibirsk. Cette décision a été très douloureuse pour moi, car je suis né à Novossibirsk et j'ai ressenti une forte relation avec l'Orchestre.»





Dans la tête de la fille, des éclats dorés.
Sur les poignets – des clochettes, dans le ventre – des papillons,
Dans la cour – des fleurs, grandes et mordorées
Dans ses rêves chaque nuit les combats s'en vont
Et lorsque s'éloigne l'écho des tirs et des cris,
Tout le monde revient, tout le monde est en vie.
Derrière la fenêtre de la fille, un magasin anéanti,
La brume matinale, l'aube qui luit
Sur les balançoires arrachées et les parkings détruits.
Elle a dans sa poche les clefs des voisins et amis,
Et les petites pièces qui sonnent en pluie
Lorsqu'elle descend dans la cave pour la nuit.
Qu'est-ce qui la retient – les chaînettes et les nœuds,
Les photographies où ses parents ne sont pas encore vieux,
Les racines de la mémoire, la peau chaude du passé,
Et les colombes comme les anges qui arrivent de temps en temps.
Elle est protégée par les choses qu'elle protège précieusement
Tout ce en quoi elle croit désespérément.

Kateryna Babkina, dans *Anthologie du Donbas*, textes rassemblés par Iryna Dmytrychyn, préface de Volodymyr Yermolenko, traduit par Iryna Dmytrychyn et Marta Starinska, collection «Présence ukrainienne», Paris, L'Harmattan, 2015, p. 153.